

AFFAIRES

La Presse

Scandale boursier Jitec: les courtiers écorchés en cour *Page 3*

Rona bricole son entrée en Bourse *Page 8*

S&P / TSX	TSX CROISSANCE	S&P / TSX 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR	
6544,22 22,00 0,3%	992,38 -10,24 -1,0%	368,42 1,77 0,5%	214,10 0,99 0,5%	1320,09 15,49 1,2%	8602,61 83,23 1,0%	909,58 6,62 0,7%	317,90 \$US -3,40 -1,1%	28,50 \$US 0,01 0,0%	63,58 €US -0,37	65,18 €EURO -0,10

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2002

BOURSES



Photothèque La Presse ©
Jean Coutu, fondateur de la célèbre chaîne de pharmacies.

Jean Coutu accroche son sarrau

Sa dernière ordonnance: une acquisition d'un milliard

RICHARD DUPAUL

ENVIRON 32 ANS après avoir ouvert sa première pharmacie qui allait donner naissance au géant nord-américain que l'on connaît aujourd'hui, Jean Coutu a tiré sa révérence hier à la tête du groupe qui porte son nom, laissant à son fils François Jean le poste de président et chef de la direction.

Jean Coutu, 75 ans, garde toutefois une main sur les commandes, car il demeure président du conseil et conserve pour le moment toutes ses actions, lui donnant 92,5 % des droits de vote. François Jean Coutu, 47 ans, qui occupait le titre de président et chef de l'exploitation depuis 12 ans, continuera de superviser les activités canadiennes en plus de gérer l'ensemble du groupe, tandis que son frère Michel, 49 ans, demeure le patron de la division américaine qui regroupe les pharmacies Brooks.

Voir JEAN COUTU en D2

Wow les moteurs!

Hyundai Motor, de Corée, admet avoir exagéré la puissance réelle de presque tous les moteurs des 1,3 million de véhicules qu'elle a vendus depuis 1992 en Amérique du Nord. C'est Transport Canada qui a découvert le pot aux roses, il y a quelques mois, en remettant en question le nombre de chevaux-vapeur affichés de la berline Sonata. Au Canada, 55 000 propriétaires de véhicules Hyundai se verront offrir une garantie ou une assistance routière prolongée, histoire d'oublier...
Nos informations en D4

L'économie après le 11 septembre: comme si rien ne s'était passé

Les scandales financiers, eux, ont un impact négatif durable

HÉLÈNE BARIL

Ce qui est décrit comme le choc le plus important de l'histoire des États-Unis a eu un impact curieux sur les économies du Canada et des États-Unis: c'est comme si rien ne s'était passé.

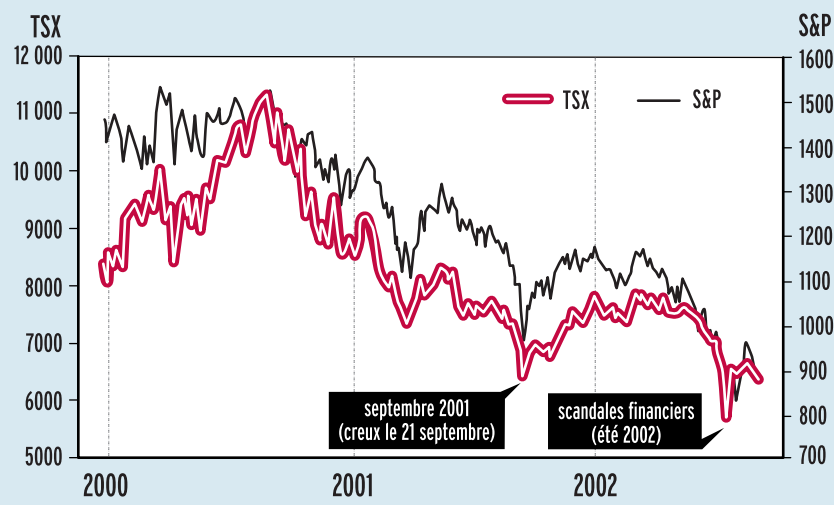
Par comparaison, les scandales financiers qui ont été mis au jour aux États-Unis ont eu un impact plus négatif que les attentats terroristes à New York sur l'économie, constate François Dupuis, économiste chez Desjardins.

« Le 11 septembre a été un choc puissant, mais qui a duré un mois seulement, alors que l'effet des scandales financiers mine encore la confiance des investisseurs et ralentit la reprise aux États-Unis », explique-t-il.

Un an après le fait, force est de constater que les économies canadiennes et américaines ont bien surmonté le choc, observe lui aussi John Anania, économiste en chef



Les marchés boursiers avant et après le 11 septembre



adjoint au Groupe financier RBC, une division de la Banque Royale.

C'était loin d'être évident au lendemain des attentats, rappelle-t-il. Dans les bureaux des études économiques de la banque, à Toronto, les discussions ont été très animées. Les avis étaient partagés. « Avant le 11 septembre, on était dans le camp de ceux qui s'attendaient à une reprise, raconte John Anania, et on a mis longtemps à réviser nos chiffres. »

Comme les autres, les économis-

tes de la Banque Royale ont finalement revu leurs prévisions à la baisse pour 2002 et tablé sur une croissance de 1,6 % de l'économie canadienne. Ce qui a eu l'air très optimiste comparativement à la moyenne des prévisions, dit-il. « Bien des gens pensaient qu'on était pas mal fous. »

Chez Desjardins, les économistes ont eux aussi révisé leurs prévisions après le 11 septembre. Alors qu'ils ne voyaient pas de contraction de l'économie à l'horizon auparavant, les prévisionnistes ont

cédé à la morosité ambiante et adhéré à un scénario de « légère récession » au Canada et aux États-Unis, dit François Dupuis.

Au bout du compte, l'économie canadienne a terminé l'année 2001 sans récession, et même le pied au fond, avec une croissance de la production de biens et services (produit intérieur brut, PIB) de près de 3 %.

Voir 11 SEPTEMBRE en D2
Autres textes en D16

La croissance des mises en chantier d'habitations est en béton

Une hausse de 113 %

JACQUES BENOIT

DÉJÀ TRÈS ÉLEVÉ en juillet, le nombre de mises en chantier d'habitations a encore une fois fortement progressé en août dans le Grand Montréal, soit de 113 %, à 1488 par rapport à août 2001, selon les données rendues publiques hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

« Il y a deux phénomènes qui jouent, explique l'économiste Paul Cardinal, analyste de marché aux bureaux de Montréal de la SCHL. D'abord, la rareté de logements locatifs et de maisons existantes qui font que les gens se tournent vers le neuf; et puis les taux hypothécaires les plus bas depuis 45 ans. Il faut remonter à 1957 pour voir des taux semblables. »

Résultat, dit-il, « 2002 sera la meilleure année depuis 11 ans, on va battre le chiffre de 1991 qui était de 17 837 mises en chantier — au rythme actuel, on se dirige vers 19 000 ».

Le taux d'inoccupation a fléchi en octobre dernier au plus faible niveau jamais vu (0,6 %), ce qui « incite le marché à s'ajuster par une augmentation de l'offre », note la SCHL.



Photothèque La Presse ©
La Rive-Sud bat la marche. La hausse du nombre d'habitations dont on a entamé la construction en août s'y est élevée à... 461 % par rapport à août 2001.

La hausse est également très forte par rapport à juillet, mois au cours duquel le nombre de mises en chantier s'est élevé en rythme annuel à 18 300 (il s'agit de données désaisonnalisées), pour grimper ensuite à 22 800 en août, soit une augmentation de 25 %, indique l'économiste.

Pour l'ensemble du Canada, la

progression a été de 5,9 %, ce qui en a porté le nombre à 213 000, alors que la hausse a été légèrement plus prononcée (+ 7,5 %, à 43 800) en ce qui regarde le Québec.

« On pense que 2003 sera aussi une très bonne année pour le Grand Montréal, fait remarquer

Paul Cardinal, mais il se pourrait qu'il y ait un léger ralentissement dans les mises en chantier de maisons unifamiliales et dans les copropriétés. »

La Rive-Sud bat la marche

Autre mesure qui montre à quel point la construction résidentielle est vigoureuse dans l'agglomération montréalaise: de janvier à août inclus, le nombre de mises en chantier d'habitations s'est accru de 54 % par rapport à la même période il y a un an, pour atteindre ainsi 13 376, soit davantage que pendant l'ensemble de 2001 (13 300).

Cette très forte augmentation (+ 54 %) est deux fois supérieure à ce qu'elle est pour tout le Canada, avec dans ce cas une hausse de 27 % du nombre de mises en chantier de janvier à août, dont le nombre atteint ainsi 116 752.

Autre facteur qui explique ce dynamisme de la construction résidentielle, selon l'économiste de la SCHL: la très bonne situation de l'emploi dans le Grand Montréal depuis le début de l'année, qui alimente la confiance des consommateurs.

Voir HABITATIONS en D2

Le style Oxford
à la manière Rockland.



CENTRE
ROCKLAND
Un monde en soi

Angle L'Acadie et Métropolitain

Pour la sécurité de votre enfant! Le samedi 14 septembre de 10h à 16h, le Centre Rockland, de concert avec le poste de police 24, vous invite à faire un carnet d'identité avec photo.

11 SEPTEMBRE

Suite de la page D1

Les États-Unis, de leur côté, ont goûté à la récession, la vraie, qui correspond à trois trimestres consécutifs de décroissance du PIB. Mais l'année a aussi pris fin en lion, avec une croissance de 2,7 % au dernier trimestre. Rétrospectivement, la récession américaine de 2001 aura été la plus légère de tous les temps, souligne François Dupuis.

Certains économistes ont craint le pire, mais, paradoxalement, c'est le meilleur qui est survenu, ajoute M. Dupuis. « La baisse rapide des taux d'intérêt décrétée au lendemain des événements et les dépenses supplémentaires des gouvernements en mesures de sécurité ont, paradoxalement, permis une reprise de l'économie plus rapide que s'il ne s'était rien passé », explique-t-il.

Si la reprise est plus solide au Canada, c'est que les scandales financiers ont eu moins d'impact de ce côté-ci de la frontière. Il n'y avait pas non plus au Canada une surcapacité de production aussi importante qu'aux États-Unis à résorber, dit l'économiste de Desjardins.

C'est aussi, selon John Anania, qu'un pays exportateur comme le Canada profite comme jamais de la faiblesse de sa devise. Selon toute vraisemblance, la croissance de l'économie canadienne dépassera encore cette année les prévisions des économistes de la Banque Royale, qui l'estiment à 3,7 %.

Sur terre mais pas au ciel

Le mois de septembre 2001 peut toutefois passer à l'histoire économique comme celui de la grande dégringolade. Les indices boursiers, les ventes au détail, le niveau de confiance des consommateurs, les commandes manufacturières, les importations, à peu près tout ce qui se mesure s'est écroulé.

Mais le rebond a été spectaculaire, et rapide. Dès le mois suivant, plusieurs de ces mêmes indicateurs battaient des records à la hausse. La consommation, qui avait brutalement diminué en septembre, a repris en octobre et dans les mois suivants.

Le public se souvient sans doute des exhortations du président des États-Unis à consommer par patriotisme, pour aider l'économie à se remettre. Mais en réalité, ce sont les taux d'intérêt nuls (le fameux 0 % inventé par General Motors) et les rabais consentis par les

constructeurs de voitures qui ont fait la différence, estime l'économiste de Desjardins. Les ventes de voitures expliquent en effet une bonne partie de la hausse des dépenses de consommation depuis la fin de 2001.

Si la vie a repris son cours normal sur terre, il n'en va pas de même dans le ciel, où le trafic est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant le 11 septembre. Le transport aérien, mais aussi toute l'industrie du tourisme, ne se sont pas encore remis des attentats de New York.

Mais les problèmes de l'industrie aérienne avaient commencé bien avant le 11 septembre, rappelle Maurice Marchon, économiste et professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC).

Les attentats du 11 septembre ont rendu urgent un redressement qui aurait dû être fait depuis longtemps par les transporteurs. Depuis plusieurs mois déjà, la classe affaires des transporteurs aériens était désertée, en raison des difficultés financières des entreprises technologiques touchées par l'éclatement de la bulle spéculative.

Les vrais dégâts

La bulle spéculative et les scandales financiers sont en réalité les deux côtés d'une même pièce. Ce gonflement des valeurs des entreprises de haute technologie, qui a conduit les dirigeants de plusieurs entreprises à embellir frauduleusement leur bilan, est assurément « le choc le plus dominant des cinq dernières années » pour l'économie, opine le professeur Marchon.

Plus que les événements du 11 septembre, les scandales financiers auront un effet durable sur l'économie, forçant les consommateurs à dépenser moins et à épargner plus. « Il faut aussi dire goodbye à la retraite à 55 ans, à laquelle on croyait encore avant la dégringolade des titres technologiques », observe l'économiste.

Maurice Marchon estime toutefois que certaines des conséquences des attentats affecteront longtemps l'économie, quoiqu'elles soient difficiles à mesurer. « La sécurité a un prix et ça augmente le coût des échanges commerciaux, explique-t-il. À long terme, ça pourrait réduire la productivité ».

JEAN COUTU

Suite de la page D1

« Comme PDG, il temps de passer le flambeau à François Jean », a déclaré M. Coutu, père, au cours de l'assemblée annuelle. Juste après, avec les médias, le pharmacien-entrepreneur a ajouté en souriant qu'il ne voulait pas devenir « une pilule passée date ».

Sur un ton plus sérieux, Jean Coutu insiste pour dire qu'il n'abandonne pas la compagnie. « Ce n'est pas un départ. Je m'en vais pas, bonjour, c'est fini (...) Mais il faut avoir le courage, quand on est encore assez vert, de dire qu'il y en a qui sont plus verts que moi. »

Le Groupe Jean Coutu n'a pas cru bon de diffuser un communiqué car, selon son président du conseil, « il n'y a rien qui va changer ». Jean Coutu avait déjà délégué ces dernières années une part de ses responsabilités à ses fils. Il dit avoir pris sa décision il y a 10 ans, quand Michel Coutu a assumé la direction des activités américaines « et quand j'ai vu ce qui se passait dans les autres compagnies, où on attendait trop longtemps avant de nommer un nouveau président ».

Multimillionnaire et figure de proue du monde des affaires au Québec, Jean Coutu veut consacrer environ la moitié de son temps à son entreprise, « soit 26 heures par semaine, 52 semaines par année », lance-t-il un peu à la blague. Le reste du temps, il compte voyager avec son épouse et se consacrer à des oeuvres de charité et à la coopération internationale, notamment en Inde et en Haïti, par l'entremise de la Fondation Marcelle et Jean Coutu. Pour rassurer ceux qui redoutent le changement de garde à la direction du Groupe, François Jean Coutu a insisté sur le caractère familial de l'entreprise. « On entretient toujours des liens familiaux dans les communications (...) qui font en sorte que les décisions se prennent vraiment en famille ». F. J. Coutu ajoute que son père lui avait laissé beaucoup de latitude ces dernières années.

Depuis l'ouverture de sa première pharmacie en 1969, avenue Mont-Royal, Jean Coutu a fait croire son entreprise à vitesse grand V par une série d'acquisitions. Le Groupe Jean Coutu est actuellement la plus grande chaîne pharmaceutique au Québec, la deuxième au Canada (derrière Shoppers Drug Mart) et la huitième en importance en Amérique du Nord avec un total de 633 établissements, dont 331 aux États-Unis.

Dans cette foulée, le Groupe Jean Coutu est actuellement en train de négocier au moins une autre grosse acquisition, a-t-on appris hier. « On a les moyens d'acheter des chaînes valant 500 millions à un milliard de dollars », a précisé Jean Coutu. Celui-ci a une préférence pour une transaction en Nouvelle-Angleterre, aux États-Unis, ou dans les Maritimes, au Canada. La compagnie vise surtout les marchés contigus à ses réseaux actuels. Le clan Coutu n'a pas dévoilé de noms et ne sait pas quand une transaction pourrait être conclue. La compagnie se dit prête à faire une acquisition avec d'autres entreprises, de sorte qu'on pourrait se départager certains territoires. Dans le passé, les chaînes américaines Rite-Aid, Eckerd's et Duane Reade ont été mentionnées par des analystes à titre de cibles potentielles. Michel Coutu a révélé que le Groupe a fait une offre commune aux États-Unis il y a 15 mois, mais la proposition a été rejetée par la chaîne visée.

Le Groupe Jean Coutu a réussi à accroître ses profits de 32 % pour l'exercice 2001-2002 (terminé le 31 mai) à 139,9 millions, et ses revenus passaient de 2,9 à 3,5 milliards grâce en partie à l'acquisition des 80 pharmacies Osco, de la Nouvelle-Angleterre, qui a été conclue, en janvier au coût de 380 millions.

Hier, l'action de catégorie A du Groupe Jean Coutu a clôturé en baisse de 50 cents à 33,30 \$, à la Bourse de Toronto. Les actionnaires ont approuvé un fractionnement des actions à raison de deux pour une.

HABITATIONS

Suite de la page D1

« De ce point de vue, on fonctionne à contre-courant des États-Unis, ce qui est très rare », dit-il. Toujours pour ce qui est de l'agglomération montréalaise, les quatre secteurs dont elle est constituée ont tous quatre contribué à « ce résultat remarquable », signalait hier la SCHL.

La Rive-Sud bat la marche. Spécule, la hausse du nombre d'habitations dont on a entamé la construction en août s'y est élevée à... 461 % par rapport à août 2001, en raison notamment de l'augmentation marquée des mises en chantier de maisons unifamiliales (246 comparativement à 57 le même mois il y a un an). Suivent l'île de Montréal pour ce qui est du nombre global de mises en chantier d'habitations en août (+ 105 %), la région de Vaudreuil-Soulanges (+ 74 %) et, enfin, Laval et le reste de la Rive-Nord (+ 66 %). « Mais l'automne dernier, à cause du 11 septembre et du spectre de la récession, on ne savait plus où on allait », fait observer Paul Cardinal.

WorldCom réexamine l'indemnité de départ de Bernie Ebbers

d'après Reuters

NEW YORK – Bernie Ebbers, déjà menacé de perdre son ranch à cause d'une poursuite d'exactionnaires de WorldCom en colère, pourrait être obligé de réviser à la baisse la plantureuse indemnité de départ que lui avait accordé la firme au moment de son congédiement en avril.

Le conseil d'administration de WorldCom, réuni hier, devait réexaminer les conditions de départ de l'ex-PDG, rapporte le *Wall Street Journal* en citant des sources proches du dossier.

Bernie Ebbers avait notamment obtenu une retraite à vie de 1,5 million US par année, et des modalités de remboursement avantageuses pour un prêt de 408 millions US accordé par WorldCom du temps où M. Ebbers dirigeait la firme de télécommunications. Parallèlement, son successeur, John Sidgmore, devait présenter au con-

seil un plan de recherche d'un nouveau grand patron.

Le réexamen des conditions de départ de M. Ebbers a été décidé à la lumière d'informations selon lesquelles le prêt qui lui a été accordé avait été à l'origine approuvé par un administrateur qui a ultérieurement obtenu le droit d'utiliser un avion appartenant à l'entreprise, indique le quotidien.

M. Ebbers a obtenu de ne rembourser ce prêt qu'à partir de 2003 et sur une période de cinq ans, alors qu'auparavant, WorldCom pouvait en réclamer le remboursement à tout moment. Ce prêt avait en outre été accordé avec un taux particulièrement avantageux de 2,3 %, ce qui représentait pour M. Ebbers une économie annuelle de 28 millions US par rapport au taux appliqué à WorldCom.

L'annulation de ces clauses pourrait potentiellement permettre à des créanciers de saisir tout ou partie des biens apportés en garantie par l'ex-patron de WorldCom. Parmi ceux-ci figurent d'importants actifs forestiers, un constructeur de yachts en Floride et un ranch au Canada.

Atelier de communication pratique

SAVOIR S' EXPRIMER
RIRE ET FAIRE RIRE
CONVAINCRE ET VENDRE

Atelier hebdomadaire de 9 séances, le mardi soir, du 24 septembre au 19 novembre 2002
Atelier intensif de 4 séances, le vendredi matin, du 4 au 25 octobre 2002

Le Centre Artistique Supérieur du Théâtre vous invite à une

SOIRÉE DE DÉMONSTRATION

le mardi 17 septembre 2002 à 19 h (publique et gratuite).

Au complexe Guy-Favreau, Centre de conférence
(220, boul. René-Lévesque Ouest, niveau 00, local 50,
métro Place d'Armes et Place-des-Arts)

cast

Réservez! (514) 767-6849

www.cmformation.com



La vie selon Jean

S'élancer avec joie
S'élancer avec passion
S'élancer avec amour

Après un accident d'une rare gravité, 27 transfusions et des mois et des mois de réadaptation intense, je savoure aujourd'hui chaque instant avec mon amoureux et je m'entraîne pour les prochains jeux para-olympiques!

Merci

Jean



HÉMA-QUÉBEC

Info-collecte:
514 832-0873 • 1 800 343-7264
www.hema-quebec.qc.ca

DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.



Affaires



Avis

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

COMMERCE DE LAMPES TIFFANY
établi depuis 25 ans, reconnu,
très bon chiffre d'affaires. 450-665-7538

CONCESSION offerte, produits écologiques
avant-gardistes. Pas de stockage! Joignez notre
équipe! Appeler le directeur du marketing:
(877) 490-6660; www.lordandpartners.com

PRÊTEURS-ASSOCIÉS recherchés.
Rendement de 18% par année garanti,
payable aux trois (3) mois. (514) 776-9363.

715 SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

1Re-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente
Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

1re et 2e hypothèque
Balance de vente
Financement intermédiaire
ACE MORTGAGE CORP.
(514) 731-8585 "agent protégé"

A-1 RÉPARATION DE CRÉDIT
Nous réparons les rapports de crédits.
100% de garantie. 1-877-319-7459 ext. 37

ACHATS / PRÊTS D'ENTREPRISES...
50 000 \$+. G.F.C. inc. 1-418-563-8286

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que **Michelle Marie Rolande Danielle Rozon**, domiciliée au 750, boul. Montpellier, app. 307, Montréal, Québec, H4L 5A7, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **Michèle Marie Rolande Danielle Rozon**.
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9092-7989 QUÉBEC INC.** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre. À Verdun, ce 9 septembre 2002
Marc Poliquin, président.
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **LE GROUPE CÉPA INC.** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
R 850

PRENEZ AVIS que la corporation **LE COMITÉ DES RELATIONS PROFESSIONNELLES DES OFFICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (C.R.P.O.S.Q.)** demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Saguenay, le 10 septembre 2002
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS
Société en nom collectif
Procureurs de la corporation.
R 850

ÉCONO FLASHES

Ka'N'Enda | Centaine d'emplois à Mont-Laurier

INDUSTRIES LAUZON, Les Bois feuillus de la Lièvre (BFL) et le Fonds de solidarité FTQ procèdent à l'acquisition de tous les actifs de Produits Forestiers Bellerive Ka'N'Enda, une entreprise oeuvrant dans le déroulage et le sciage de feuillus. Bien que les détails de la transaction demeurent confidentiels, cette dernière est réalisée en partenariat avec le Fonds de solidarité FTQ et SGF Rexfor qui contribuent respectivement pour cinq et 5,5 millions de dollars. En plus de l'acquisition des actifs de l'entreprise, un montant de 3,5 millions servira au développement et à l'agrandissement de l'usine de déroulage, à l'ajout de séchoirs pour le déroulage, à l'acquisition d'équipement, à la modernisation de la scierie, ainsi qu'à l'ajout de capacité pour les activités de déroulage de trembles. Une centaine de nouveaux emplois auront ainsi été créés d'ici l'achèvement de ce projet majeur. La nouvelle entreprise continuera d'exploiter les trois usines actuelles de Bellerive avec le personnel en place et en y apportant certaines modifications (expansion et modernisation).

Bestar | 59 employés mis à pied

BESTAR, fabricant de meubles de bureau de Lac-Mégantic, met à pied 59 employés de production et apporte des changements à sa direction dans le cadre d'un programme de rationalisation. La société indique que ces mesures sont adoptées en raison des difficultés du marché depuis quelques années. Dans le cadre de la restructuration, le président du conseil et chef de la direction, Paulin Tardif, cumulera sa fonction et celle de président et chef de l'exploitation. La société abolit par ailleurs le poste de président et chef de l'exploitation occupé par Luc Quirion, de même que sept autres postes, en plus de mettre à pied temporairement 59 employés de production. Le conseil d'administration de Bestar soutient que ces efforts de rationalisation conjugués à une réorientation du plan d'affaires sauront redonner un nouvel élan à l'entreprise.

Ced-Or et Manexco | Placement privé terminé

CED-OR a terminé le placement privé d'un million de dollars annoncé en février dernier auprès du Groupe Manexco, principal actionnaire de Ced-Or. Aux termes de cette dernière tranche, Manexco a souscrit un total de 910 000 actions ordinaires du capital-actions de Ced-Or au prix de 30 cents l'action, accompagnées de 910 000 bons de souscription, soit un bon par action. Chaque bon de souscription permet à Manexco de souscrire une action ordinaire au prix de 60 cents l'action au cours des 24 mois suivant la date du placement. Le produit de cette dernière tranche du placement, soit 273 000 \$, a été versé au fonds de roulement de la compagnie afin de conclure les démarches de Ced-Or pour l'obtention du financement par prêt à long terme et par émission d'actions du projet d'usine de panneaux à lamelles orientées à valeur ajoutée et en cèdre (OSB) à Béarn, auquel Ced-Or travaille présentement.

Microtec | Entente avec la CMEQ

LES ENTREPRISES MICFROTEC, de Saint-Augustin, a conclu une entente avec la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) pour la distribution des produits et services de Microtec Technologies inc. Cette entente permettra à la CMEQ de promouvoir la vente et l'installation de systèmes de sécurité et de domotique de Microtec auprès de ses membres, les entrepreneurs électriciens, et leurs clients de tous les secteurs de l'industrie de la construction.

CryoCath | Financement par acquisition ferme

CRYOCATH Technologies a conclu une acquisition ferme annoncée précédemment de 2,57 millions d'unités. Dans le cadre du placement, les preneurs fermes ont exercé intégralement l'option aux fins d'attributions excédentaires qui leur a été octroyée par CryoCath et ont fait l'achat à la clôture de 385 800 unités additionnelles au prix d'offre de 7 \$ chacune. En conséquence, CryoCath a émis un total de 2,96 millions d'au prix de 7 \$ chacune, pour un produit brut de 20,7 millions de dollars. CryoCath est une société de technologie médicale qui crée des produits de cryothérapie peu effrayants équipés de cathéters dans le but de traiter trois grandes classes de maladies cardiovasculaires : la tachyarythmie, l'ischémie et la resténose.

Pierre Bellemare

Trois courtiers se font passer un savon dans l'affaire Jitec

On leur reproche d'avoir fermé les yeux devant les agissements de Benoit Laliberté

FRANCIS VAILLES

Dans l'affaire Jitec, les courtiers en cause se sont fait passer un savon, hier, par l'avocate des trois actionnaires qui tentent d'intenter un recours collectif contre la firme informatique de l'île-des-Soeurs et son ex-président, Benoit Laliberté.

Martine L. Tremblay, avocate du bureau Kugler Kandestin, a cherché à démontrer que les courtiers de l'homme d'affaires Benoit Laliberté ont été négligents, ont pratiqué « l'aveuglement volontaire » ou ont contrevenu aux règles les plus élémentaires régissant le courtage des valeurs mobilières.

Rappelons que les requérants, Yves Beaudoin, Guylaine Gagnon et Gérald Léveillé, veulent obtenir l'autorisation de représenter les petits actionnaires de Jitec qui, comme eux, auraient perdu des milliers de dollars après que le titre en Bourse eut été manipulé par Benoit Laliberté, disent-ils, entre le 26 juillet et le 9 novembre 2000. La requête vise également les courtiers Valeurs mobilières Leduc et associés, Corporation Canaccord Capital et Marchés mondiaux CIBC.

Martine Tremblay se demande



Photothèque La Presse ©
Benoit Laliberté, ex-président de Jitec.

comment il se fait que la CIBC n'ait pas réagi en voyant l'important volume d'actions échangées par Benoit Laliberté par leur entremise avant l'annonce d'un très gros contrat. « Le courtier aurait dû se douter de quelque chose, surtout lorsqu'il y a eu arrêt des transactions », dit-elle.

De fait, les mardi 2 et mercredi 3 août 2000, Benoit Laliberté a personnellement acheté, avec la CIBC, 162 550 actions au prix moyen de 7,07 \$ pour un total de 1,15 million de dollars. Les requérants soupçonnent que d'autres transactions ont pu être effectuées dans d'autres comptes ou avec d'autres courtiers, grâce à des prête-noms.

Le vendredi 4 août, à midi, la

Bourse de Montréal a décrété un arrêt de transactions sur le titre parce qu'une information importante était sur le point d'être divulguée. Ce n'est qu'après la fin de semaine que le contrat a été annoncé, une période d'attente qui a pu rendre les investisseurs frénétiques à l'ouverture des marchés la semaine suivante, dit M^{me} Tremblay. Le contrat avec Canada Payphone Corporation, de 105 millions de dollars, a finalement été annoncé le mardi 8 août, mais ne s'est jamais matérialisé par la suite.

Le courtier CIBC aurait également dû avoir la puce à l'oreille, dit-elle, sachant que M. Laliberté avait réparti quelque 8 millions de ses actions de Jitec dans 35 comptes différents.

L'avocate n'a pas davantage été tendre envers les courtiers Leduc et ses représentants Martin Gendron et Ali Bassiri. Elle reproche au courtier d'avoir illégalement participé à des transactions hors Bourse à un prix significativement plus bas que le marché.

Des actions gratuites

Plus précisément, M^{me} Tremblay donne l'exemple de rencontres les 28 septembre et 10 octobre 2000, où Benoit Laliberté a donné de ses propres actions à certains actionnaires de Jitec pour les indemniser contre les pertes boursières qu'ils avaient subies. Au total, 750 000 actions ont ainsi été transférées avant la fin de novembre.

On aurait notamment promis à certains actionnaires de leur verser une action gratuite pour quatre actions achetées sur le marché. De telles transactions hors Bourse contreviennent aux règles des valeurs mobilières. En outre, elles font en sorte qu'en réalité, certains actionnaires paient des actions à un prix moyen inférieur au marché (cinq actions pour le prix de quatre), ce qui est illégal. L'offre crée également une demande artificielle d'actions sur le marché et contribue à en soutenir le prix.

Quant à Canaccord Capital, M^{me} Tremblay estime que ce courtier n'aurait jamais dû autoriser le placement privé de 9 millions qui a précédé l'émission publique d'actions en juillet. « Le courtier aurait dû faire sa vérification diligente et constater que la technologie (publi-cisée par l'entreprise) n'existait pas et que les chiffres des états financiers étaient gonflés », dit-elle.

« Les courtiers ont préféré fermer les yeux même s'ils savaient. En droit civil québécois, dans les cas de fraude, fermer les yeux sur un événement nous rend tout de même responsable », a dit M^{me} Tremblay, après avoir passé en revue certains cas de jurisprudence.

Des requérants représentatifs?

Le plaidoyer de Martine Tremblay a été suivi de celui de l'avocate de Jitec, M^e Elise Rosen, du cabinet Gowling Lafleur Hender-

son. Jitec (rebaptisée Advantage Link) fait partie des intimés, comme M. Laliberté et les courtiers.

M^{me} Rosen s'est appliquée à démontrer que le recours collectif ne devrait pas être autorisé. Selon elle, l'ensemble des actionnaires de Jitec n'ont pas été touchés de façon semblable, une prémisses importante lors d'un recours collectif. Les trois requérants ont d'ailleurs des situations fort différentes, affirme-t-elle.

Yves Beaudoin a spéculé sur le titre, en vendant court (*short*), c'est-à-dire en prenant une position de vente sur le titre en espérant racheter plus tard, misant ainsi sur la baisse du prix de l'action. Il n'a aucunement pris connaissance des états financiers de l'entreprise.

Guylaine Gagnon faisait de la spéculation sur séance (*daytrading*), espérant faire de l'argent sur de faibles variations du prix de l'action et en ne se souciant donc pas de la valeur du titre en tant que telle. Elle n'est ainsi pas représentative de l'ensemble des actionnaires, dit M^{me} Rosen. Enfin, Gérald Léveillé a acheté sur les conseils de son fils et n'a donc nullement été influencé par les communiqués de presse présumément erronés, tel que l'aurait été l'ensemble des actionnaires.

Le plaidoyer de certains des sept autres avocats seront entendus aujourd'hui en Cour supérieure devant le juge Pierre Viau.

Une nouvelle cure d'amaigrissement possible pour Tecsys

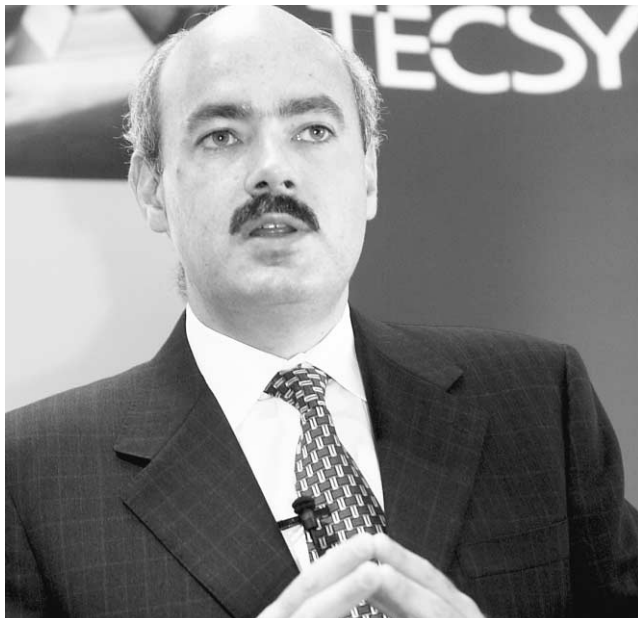


Photo RÉMI LEMÉE, La Presse ©
Peter Brereton, président et cochef de la direction de Tecsys.

LAURIER CLOUTIER

TECSYS n'écarte pas la possibilité de réduire encore, au cours des prochains mois, sa taille, soit le nombre de ses employés et la superficie de ses locaux, à la Cité du multimédia, dans le Vieux-Montréal.

Cette année, le nombre d'employés de Tecsys a baissé de 105 personnes, passant de 344 à 239, et la compagnie de logiciels surveille encore ses ressources, a déclaré à *La Presse Affaires* le vice-président, finance et administration, Berty Ho-Wo-Cheong, après l'assemblée annuelle des actionnaires, hier.

Le siège social a de son côté perdu 49 % de sa superficie, les locaux chutant de 124 000 à 63 000 pieds carrés, et Tecsys considère encore la possibilité de les réduire. Ce n'est « pas décidé mais si c'est nécessaire, on va le faire », dit M. Ho, parce que les clients continuent de compresser leurs dépenses. « On peut ne rien

faire ou s'assurer d'avoir (juste) la capacité » de répondre aux besoins des clients. « On préfère réduire la taille pour passer à travers la crise. »

Chute des revenus

Au premier trimestre de l'exercice 2003, terminé à la fin de juillet dernier, les revenus ont chuté de 34 %, à 4,3 millions de dollars américains, comparativement à 6,5 millions US à la même période l'an dernier, a précisé Peter Brereton, président et cochef de la direction. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2002, terminé le 30 avril dernier, a baissé de 37 % et n'a atteint que 20,1 millions US, comparativement à 31,6 millions US l'année précédente. Grâce à ses compressions, Tecsys a réussi à réduire ses pertes nettes durant l'exercice 2002 à 3,3 millions US, comparativement à 11,1 millions US en 2001. La compagnie disposait de 9,4 millions US de liquidités à la fin d'avril.

Tecsys veut devenir le premier fournis-

seur de technologie et de logiciels de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour les grandes et moyennes entreprises oeuvrant dans la distribution, mais les défis ne manquent pas depuis plusieurs mois. M. Ho ne peut que réaffirmer le but de revenir à la rentabilité « au cours des prochains trimestres. On ne fait pas de prévisions ».

Tecsys compte de grands clients : McKesson, de Californie, propriétaire du distributeur canadien de produits pharmaceutiques Medis, racheté de Provigo ; Sanyo, manufacturier d'appareils électroniques ; Home Hardware, distributeur de matériaux de construction ; Glaxo Wellcome, fabricant de produits pharmaceutiques ; et Toyota. La concurrence ne manque pas toutefois, notamment de la part de JD Edwards et d'entreprises beaucoup plus grandes que Tecsys.

Par contre, le potentiel de marché atteint des milliards de dollars américains, notamment aux États-Unis où Tecsys réalise 71 % de son chiffre d'affaires.

3077243

BMW Canbec

Vente de démonstrateurs et de voitures de fonction



Les premières voitures de fonction et démonstrateurs 2001 et 2002 sont en vente dès maintenant.

Choisissez parmi nos nombreux modèles disponibles pour livraison immédiate et profitez de rabais sans précédent.

Veuillez contacter un de nos représentants des ventes pour tous les détails.

BMW Canbec

4090, rue Jean-Talon O.
Montréal, Québec
(514) 731-7871

LIVRAISON
AVANT LE 30
SEPTEMBRE 2002

Visitez notre site
Internet :
bmwcanbec.com



Le plaisir
de conduire

AUTOBAINES



7 JOURS

3 LIGNES

35,70 \$

En prime, votre
annonce sur
cyberpresse.ca

323

Ça Presse

987 - VENDU

Le 2 avril 2001, le T.S.E. était à 7642,70.
Vendredi dernier, il clôturait à 6479,75.

Nous avons fait beaucoup mieux.

En effet, au cours de cette période, nous avons ouvert un bureau à Longueuil de même qu'à Joliette et, récemment, s'est ajoutée une équipe de quatorze avocats spécialisés dans le domaine du droit des assurances, sous la direction de M^e Guy Pepin, c.r.

Outre celui-ci, nous comptons maintenant dans nos rangs M^{es} Daniel Letourneau, André Cadieux, Céline Gervais, Chantale Massé, Yves Carignan, Jean Charette, Guylaine Mallette, Martin André Roy, Érik P. Masse, Sylvain Racette, François Barré, Carolina Rinfret et Alexandre Paris. Ils se joignent au secteur droit des assurances dirigé par M^e André Asselin.

Par ailleurs, forts de nos relations à titre de cabinet affilié avec Beaumier Roberge Vigeant Daigle depuis 1995, les membres de ce cabinet se sont joints à nous. Ainsi, M^e Marcel J.-G. Beaumier, avocat-conseil, et M^{es} Marc Roberge, François Vigeant, François Daigle, Jean-Éric Guindon, Isabelle Mailhot et Kathleen Rouillard pratiquent maintenant au sein de notre étude, à Trois-Rivières.



Bélanger Sauvé

AVOCATS
AGENTS DE MARQUES DE COMMERCE

www.belangersauve.com

MONTRÉAL • LONGUEUIL • TROIS-RIVIÈRES • JOLIETTE





Mots

présenté par la



Chambre
des notaires
du Québec

en exclusivité sur

cyberpresse.ca

www.cyberpresse.ca/motsjustes

3069740

+

Hyundai a exagéré la puissance de ses moteurs

Le constructeur coréen prolonge sa garantie afin de se faire pardonner

Laurier Cloutier

Hyundai Motor, de Corée, admet avoir exagéré la puissance réelle de presque tous les moteurs des 1,3 million de véhicules qu'elle a vendus depuis 1992 en Amérique du Nord.

C'est Transports Canada qui a découvert le pot aux roses, il y a quelques mois, en remettant en question le nombre de chevaux-vapeur affichés de la berline Sonata.

Au Canada, 55 000 propriétaires de véhicules Hyundai se verront offrir une garantie ou une assistance routière prolongée, selon Mark Orlando, directeur du marketing, et Michel Mérette, porte-parole. Plus de la moitié de ces 55 000 véhicules ont été achetés au Québec, « château fort de Hyundai », dit M. Mérette.

MM. Orlando et Mérette n'ont pu préciser hier le coût final de la prolongation de la garantie pour Hyundai ; le constructeur n'a évalué jusqu'ici que sa facture préliminaire, dont il n'a pas divulgué le montant.

Hyundai se soucie pour l'instant « de la réaction des clients », et le président-directeur général de Hyundai Auto Canada, Steve Kelleher, est « vraiment désolé de ces erreurs ».

Selon le président du Groupe Hamel et concessionnaire Hyundai, Jean-François Hamel, « il ne faut pas en faire un plat. Ça ne change pas la valeur du produit. Hyundai offre tout un véhicule pour le prix », dit-il.

En moyenne, le gonflement artificiel de la puissance des moteurs est de 4,6 %, selon le *Detroit Free Press*. Mais dans le cas de la Sonata, de la XG300 et de la Tiburon, l'inflation atteint 10 %. Presque tous les voitures et les camions vendus par Hyundai depuis 10 ans sont touchés.

Après les doutes soulevés par Ottawa sur les 140 chevaux de la Sonata, Hyundai a mené une enquête interne et découvert que dès l'évaluation préliminaire de la puissance



Hyundai a dévoilé l'an dernier à Séoul la Tuscani, une voiture sport. L'histoire ne dit pas quelle puissance le constructeur coréen avait attribuée au moteur de ce petit bolide.

des moteurs, le fabricant lançait la production des brochures publicitaires et des communiqués pour les médias.

Les propriétaires des modèles 2000 à 2003 peuvent choisir entre trois options : prolongation de l'assistance routière, de trois ans à six ans au Canada (jusqu'à 10 ans aux États-Unis) ; prolongation de la garantie sur le véhicule, de trois ans ou 60 000 kilomètres à quatre ans ou 80 000 kilomètres au Canada (six ans ou 72 000 milles aux États-Unis) ; prolongation sur le groupe motopropulseur, de cinq ans ou 100 000 kilomètres à six ans



Le président de Hyundai America, Finbarr O'Neill.

ou 120 000 kilomètres au Canada (de 10 ans à 12 ans ou 120 000 milles, soit 192 000 km, aux États-Unis).

« Si Hyundai Motor America avait brûlé les données de son enquête, l'image de la compagnie aurait pu être affectée bien davantage », a déclaré le président, Finbarr O'Neill, au quotidien américain. « Hyundai avoue ces erreurs parce qu'elle veut des communications honnêtes avec ses clients, ses concessionnaires et le public. À l'avenir, la puissance des moteurs devra être certifiée par les dirigeants de l'ingé-

nerie avant d'être publiée », a promis M. O'Neill.

D'autres manufacturiers ont déjà dû confesser des erreurs sur la puissance de leurs moteurs, selon le quotidien de Detroit. Ainsi, Ford avait dû rappeler les SVT Mustang Cobra de 1999 dont le moteur produisait moins que les 320 chevaux annoncés.

Seulement 3 % des acheteurs de Hyundai accordent beaucoup d'importance à la puissance des moteurs, selon le vice-président de CNW Marketing Research, Art Spinella. « Si BMW avait fait ça, ça aurait été une tout autre histoire. L'impact sur la réputation de Hyundai sera minime », prévoit-il.

GM rappelle 280 000 Cadillac

Agence France-Presse

EN MONTANT à bord de votre Cadillac, en route vers votre concessionnaire General Motors, attachez bien votre ceinture. Le premier constructeur automobile mondial a annoncé hier le rappel d'environ 280 000 Cadillac en raison d'un mauvais fonctionnement de certaines ceintures de sécurité.

Les voitures rappelées sont des modèles Cadillac DeVille construites entre mai 1999 et mai 2002, a indiqué GM dans un communiqué.

Le défaut de fonctionnement de certaines ceintures de sécurité équipant ces modèles a été découvert au cours de tests internes, a ajouté GM, en précisant qu'aucun accident ou blessure n'avait été signalé à cause de ce mauvais fonctionnement.

Nokia maintient son objectif de bénéfice

Reuters

HELSINKI — Le numéro un mondial des téléphones mobiles Nokia a annoncé hier qu'il maintenait son objectif de résultat par action au troisième trimestre, mais qu'il réduisait son objectif de chiffre d'affaires pour la même période, compte tenu de la baisse de la demande pour les équipements de réseaux.

Nokia, qui fabrique plus d'un combiné mobile sur trois vendus dans le monde, table désormais sur un chiffre d'affaires compris entre 7,1 et 7,4 milliards d'euros pour les trois mois clos fin septembre alors que son précédent objectif était de 7,2-7,6 milliards d'euros. Au troisième trimestre 2001, le groupe finlandais avait annoncé des facturations de 7,05 milliards d'euros.

BMW Série 3
berline
coupé
cabriolet
Touring

www.bmw.ca
1 800 667-6679

Le plaisir
de conduire.™

Un désir puissant

Maniabilité légendaire, design réfléchi et moteur 6 cylindres en ligne d'un dynamisme de 225 chevaux. La puissance de Série 3 2003 n'est surpassée que par une chose : le désir d'en posséder une.

© BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW et « Le plaisir de conduire » sont des marques de commerce de BMW AG, utilisées sous licence par BMW Canada Inc. Pour en savoir plus sur la Formation de conduite BMW, composez le 1 866 226-9723 ou rendez-vous à www.bmw.ca

2307105A

Les entreprises modèrent les hausses salariales

La paye des Québécois monte moins vite que la moyenne canadienne

MICHÈLE BOISVERT

Si vous avez l'impression que votre chèque de paye n'a pas beaucoup augmenté cette année, vous n'avez pas vraiment tort : selon l'étude annuelle sur les salaires au Canada, publiée hier matin par le cabinet-conseil Watson Wyatt, les entreprises ont accordé des augmentations de salaire réelles moins élevées que prévu en 2002.

En effet, l'augmentation moyenne des salaires de tous les employés en 2002 a été de 3,4 % comparativement à 4,1 % en 2001.

Non seulement les augmentations ont-elles été plus faibles, mais un plus grand nombre d'entreprises n'ont tout simplement pas accordé de hausse salariale cette année par rapport à l'an passé. Pour être plus précis, 11 % des entreprises ont observé un gel des salaires en 2002, alors que l'an passé elles n'étaient que 7 %.

« Même si, dans l'ensemble, l'économie canadienne va bien en ce moment, la dernière année a été difficile. Beaucoup d'entre-

prises ont adopté des mesures de contrôle des dépenses, explique Daniel Daigle, conseiller principal de Watson Wyatt, Groupe Capital humain, et la rémunération des employés est un secteur qui en a manifestement subi les contrecoups. »

Les scandales Enron et Worldcom, qui ont secoué les marchés financiers et ébranlés la confiance des investisseurs, ont également modifié la façon dont les entreprises canadiennes rémunèrent leurs employés.

Primes à l'efficacité

Par exemple, l'étude de Watson Wyatt indique que les entreprises sont en voie d'officialiser davantage leurs régimes de primes. Un plus grand pourcentage d'entreprises exigent maintenant que leurs employés atteignent des objectifs bien précis avant de leur accorder des primes.

D'autre part, le pourcentage d'entreprises offrant des régimes d'options d'achat d'actions a diminué par rapport à l'an passé, passant de 78 % à 74 %.

« Il semble que les organisations cana-

diennes soient en voie de reconsidérer les régimes de primes, réagissant ainsi aux préoccupations du public quant aux niveaux élevés de rémunération des cadres », analyse André Poulin, conseiller principal de Watson Wyatt.

Cette étude, qui en est à sa 34^e année, fait également état de certaines différences régionales. Si, par exemple, vous habitez Calgary, votre chèque de paye aurait augmenté en moyenne de 3,6 %, soit la plus forte augmentation de toutes les villes canadiennes.

En comparaison, les travailleurs montréalais ont vu leur salaire croître de 3,3 %.

Si l'on compare maintenant les travailleurs des secteurs public et privé, les premiers ont vu leur salaire progresser de 3 % en 2002, alors que les seconds ont connu une hausse salariale moyenne de 3,5 %.

Que nous réserve 2003 ? Selon Watson

Wyatt, très peu de surprises nous attendent l'an prochain sur le plan salarial.

Les prévisions d'augmentations de salaire moyennes pour la prochaine année s'établissent en effet à 3,4 %, soit exactement le même niveau que celles accordées en 2002.

Toutefois, plus du tiers des 501 organisations qui ont participé à l'étude n'ont pas donné de prévisions pour 2003.

« Il est évident qu'un grand nombre d'organisations sont prudentes étant donné les conditions économiques actuelles et sont réticentes, pour le moment, à se prononcer en ce qui concerne les augmentations de salaire », précise M. Daigle.

Est-ce en raison de cette incertitude liée au nombre élevé d'entreprises qui ont préféré ne pas fournir de prévisions pour l'an prochain ? Toujours est-il que les conclusions de l'étude de Watson Wyatt pour 2003 diffèrent légèrement de celles publiées également hier matin, cette fois par le groupe Hay, selon qui la hausse moyenne des salaires réels en 2003 devrait être de 3,1 %, donc plus faible que les 3,4 % prévus par Watson Wyatt.

La Banque Nationale présente son côté distinct

MARTYNE GOUTIÈRE
LA PRESSE À TORONTO

LE PRÉSIDENT et chef de la direction de la Banque Nationale a adopté un ton bien distinct des autres dirigeants des grandes banques canadiennes hier à Toronto, à l'occasion d'une rencontre avec ses homologues organisée par la Banque Scotia.

Le « Scotia Capital Financials Summit », qui se termine aujourd'hui dans un chic hôtel de la Ville reine, réunit chaque année les présidents des grandes banques canadiennes, ainsi que des dirigeants d'autres secteurs, notamment l'assurance et l'immobilier. Les analystes canadiens et américains qui y participent peuvent donc avoir une idée d'ensemble de l'industrie financière.

Or, alors que les chefs des cinq plus grandes banques ont fait part des défis que représentent le ralentissement de l'économie américaine et les pertes sur prêts consentis aux entreprises de télécommunications telles que Global Crossing et Téléglobe, le chef de la Banque Nationale a préféré faire porter sa présentation sur sa stratégie typiquement québécoise.

« La plupart des grandes banques au Canada se ressemblent beaucoup. La Nationale, cependant, n'est pas comme les autres », a déclaré en anglais Réal Raymond devant des dizaines de représen-



Photothèque La Presse ©

Réal Raymond

tants des milieux financiers. « En fait, notre stratégie est d'être différents. » L'objectif, tel que présenté en mars dernier à Montréal, est d'être une banque super régionale au Québec, au premier rang dans la province.

Réal Raymond a précisé à la communauté financière torontoise que la Banque Nationale, avec ses 140 ans d'histoire,

connaissait très bien le marché québécois. De plus, a-t-il ajouté, « notre petite taille est un avantage : nous sommes plus rapides et plus flexibles ». Est-ce que tous ces arguments présentés hier par la Nationale étaient destinés aux actionnaires et aux analystes, ou plutôt à un éventuel acheteur ? Il a été impossible de poser directement la question à M. Raymond, puisque les journalistes ne pouvaient qu'écouter la rencontre par le truchement d'Internet, sans pouvoir être sur place.

La présentation très québécoise du dirigeant ne l'a pas empêché de parler de la récente acquisition de l'ontarienne Altamira, qui lui a permis de doubler son actif en fonds communs de placement, passé à plus de 10 milliards de dollars. « Nous sommes allés vers l'ouest plutôt que vers le sud, aux États-Unis », a souligné Réal Raymond, en ajoutant que l'expérience avait été plus profitable ainsi. Ce qui ne l'a pas empêché cependant de rappeler que la Nationale avait acquis le courtier Putnam Lovell en mai dernier, ce qui lui donne accès au marché américain.

Autre légère distinction de Réal Raymond hier à Toronto : contrairement aux autres dirigeants sur place qui eux parlaient de « synergies » et d'économies réalisées grâce à la technologie et l'élimination de certains emplois, la Banque Nationale a fait part de son intention d'augmenter les heures d'ouverture de 40 autres succursales, qui s'ajoutent aux 60 déjà identifiées en avril.

Le bénéfice de Sobeys grimpe

Reuters

LE BÉNÉFICE de Sobeys a grimpé au premier trimestre grâce à la contribution de 11 nouveaux magasins et de quatre autres nouvellement agrandis, a indiqué hier la deuxième chaîne canadienne de supermarchés.

Sobeys, principalement connue au Québec pour ses magasins d'alimentation IGA, a ainsi fait état d'un bénéfice net de 45,9 millions, soit 70 cents l'action, pour le trimestre terminé le 3 août, contre un bénéfice de 33,3 millions, ou 51 cents l'action, à la même période l'an dernier.

Les ventes de Sobeys, basée à Stellarton, en Nouvelle-Écosse, ont grimpé de près de 8 % à 2,64 mil-

liards, contre 2,44 milliards au même trimestre l'an dernier, a précisé la société dans un communiqué. Sobeys a vendu en décembre dernier sa filiale de services alimentaires Serca pour 440 millions afin de se concentrer sur ses activités d'alimentation et de pharmacie en magasin.

Les ventes des magasins comparables ont progressé de 3,3 %, en excluant les magasins agrandis, et cette hausse atteint 4,5 % en incluant les magasins agrandis.

Le titre de Sobeys prenait 1,59 \$ à 39,99 \$ hier à la Bourse de Toronto.

La compagnie a également émis un dividende trimestriel de 9 cents l'action payable le 31 octobre.

CARRIÈRES PROFESSIONS

ACHETEUR(EUSE) JUNIOR

Aquam inc., le plus important manufacturier/distributeur d'équipements de piscines institutionnelles au Canada est à la recherche d'une personne pour combler le poste d'acheteur(euse) junior. Cette personne, autonome et très organisée, travaillera en équipe avec le président de la compagnie pour rendre le service des achats efficace et performant.

PRINCIPALES RESPONSABILITÉS :

- Effectuer les analyses d'achat;
- Faire les commandes;
- Mise à jour du prix coûtant des marchandises;
- Mise à jour de l'inventaire;
- Effectuer les ententes entre la compagnie et les fournisseurs.

PROFIL RECHERCHÉ :

- Très organisé, très rigoureux;
- Dynamique, autonome, travaillant;
- Bilinguisme (français et anglais) l'anglais doit être parfait;
- Bonne connaissance de MS Office (Word, Excel, Outlook, Access...);
- 2 à 5 ans d'expérience.

Si vous recherchez un endroit agréable et dynamique pour travailler, envoyez votre C.V. par fax ou par messagerie électronique.

Fax : (514) 948-4879
Courriel : mdurocher@aquam.com

NOUS LIQUIDONS NOS 2002!

Financement à 1,8%*
offert sur toutes les Volvo 2002.

C'est le moment idéal de faire la transaction de l'année!

Prenez rendez-vous pour faire l'essai d'une Volvo 2002 dès aujourd'hui.

1^{er} VENTES NATIONALES 1997

1^{er} VENTES NATIONALES 1998

1^{er} VENTES NATIONALES 1999

1^{er} VENTES NATIONALES 2000

1^{er} VENTES NATIONALES 2001

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré 737-6666
www.uptownvolvo.com

VOLVO
pour la vie

* Sur approbation de crédit, contrat jusqu'à 60 mois, offre valable jusqu'au 30 septembre 2002.

Solde sensationnel de septembre

Nous vous offrons un autre choix!

CANJET
LE VOL «BIEN PENSÉ»

TARIFS WEB ALLER SIMPLE DEPUIS MONTRÉAL À PARTIR DE :

HALIFAX **104\$**

ST. JOHN'S **144\$**

*ÉCONOMISEZ ADDITIONNEL **30\$**
(PAR VOYAGE ALLER-RETOUR) PLUS TAXES

Aucun supplément de carburant si vous réservez en septembre pour des déplacements jusqu'à la fin septembre 2002.

canjet.com • 1.800.809.7777 ou téléphonez votre agent de voyage.

Aucune réservation à l'échelle ni séjour minimum requis. Tarifs applicables aux nouvelles réservations seulement et sous réserve des places disponibles. Cette promotion s'applique sur tous les niveaux de tarifs. On peut effectuer un changement jusqu'à 2 heures avant l'heure de départ moyennant des frais. Les tarifs n'incluent pas les taxes, le supplément NavCanada, les assurances, les frais de sécurité ni les frais d'aéroport, le cas échéant.



LE PLUS IMPORTANT SITE D'EMPLOIS AU CANADA

CARRIÈRES PROFESSIONS

cyberpresse.workopolis.com

La Presse

Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada

Musée de l'agriculture du Canada
Musée de l'aviation du Canada
Musée des sciences et de la technologie du Canada

La Société du Musée des sciences et de la technologie du Canada cherche à combler le poste suivant :

Conservateur, transport terrestre

Échelle salariale : 59 463 \$ — 67 919 \$

Relevant du directeur de la Division de la conservation, vous veillerez à la conception de la collection nationale du Musée dans le secteur principal du transport terrestre, en conformité avec le mandat du Musée. En outre, vous mènerez et dirigerez la recherche entreprise par le personnel dans le domaine scientifique et technique de ce secteur et participerez à la planification et à l'élaboration des expositions. Vous serez également appelé à publier des articles, à contribuer aux publications et à fournir de l'information au public au sujet du contexte scientifique et technologique ainsi que de l'évolution historique du secteur. Représentant le Musée lors de conventions et de séminaires, vous entretiendrez des liens avec le personnel des autres musées de même qu'avec les institutions en ce qui a trait aux ententes de partenariat.

Titulaire d'une maîtrise en histoire du transport terrestre, en histoire de la technologie ou dans une discipline qui se concentre sur la recherche dans le domaine de la culture matérielle, vous comptez de trois à cinq années d'expérience dans un musée et une expérience pertinente dans un domaine lié à la technologie et à l'ingénierie du transport terrestre. De l'expérience en recherche et en rédaction de même qu'en matière de pratiques et de procédés de conservation est également requise. Bilingue (français-anglais), vous connaissez l'histoire de la technologie et de l'ingénierie du transport, les techniques de recherche historique et technique, les pratiques et les procédés de conservation, les techniques de conception et d'exposition de même que les techniques de relations publiques et d'éducation du public. Enfin, vous êtes en mesure de concevoir efficacement des collections techniques et scientifiques pour un musée, de donner des conférences et de faire des présentations.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, en indiquant le numéro de référence SMSTC-2002/2003-017, à la **Division des ressources humaines, Société du Musée des sciences et de la technologie, C.P. 9724, succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 5A3. Télécopieur : (613) 991-9983; courriel : hrd-drh@nmstc.ca**

Nous vous remercions de votre intérêt; toutefois, nous ne communiquerons qu'avec les personnes retenues pour une entrevue. La Société souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi.

Canada

3077829A

FASKEN
MARTINEAU



CHEF DE L'EXPLOITATION

Stimulez l'essor d'un grand cabinet qui hausse la barre à nouveau

Voici votre chance d'occuper et de faire évoluer un nouveau poste dans l'un des principaux cabinets d'avocats du Canada ayant aussi une présence à l'échelle internationale. Comptant plus de 500 avocats à Vancouver, Toronto, Montréal, Québec, New York et Londres, Fasken Martineau DuMoulin s.r.l. est en mesure d'offrir à ses clients l'avantage de sa taille et de son dynamisme. En tant que chef de l'exploitation, vous travaillerez de près avec l'équipe de direction pour harmoniser les stratégies, les pratiques et les politiques dans l'ensemble du cabinet. Vous prônez l'efficacité, l'innovation et l'excellence de façon visible dans le cabinet.

Toutes vos compétences de leader seront sollicitées dans le cadre de vos fonctions au sein d'une entreprise hautement performante d'avocats et de professionnels. Votre crédibilité ayant déjà été établie dans les domaines de la finance, de l'informatique, du marketing, des communications, des RH et de l'administration, vous deviendrez un collaborateur de très grande valeur pour l'évolution d'une culture réellement intégrée et efficace. Réalisez le plan d'affaires du cabinet.

3076829A

PRICEWATERHOUSECOOPERS

RECHERCHE DE CADRES

Créez une plate-forme pour l'expansion qui touche tous les membres du cabinet et les oriente vers la même direction.

Vous occupez un poste de gestionnaire principal et y êtes arrivé grâce à votre capacité à faire accepter le changement par tous les niveaux de votre entreprise. En tant que président, chef de l'exploitation, associé, directeur général ou sous-ministre, vous êtes devenu un leader stratégique et pratique. Idéalement, vous pouvez travailler dans les deux langues officielles. Soyez dès maintenant le pivot de Fasken Martineau DuMoulin s.r.l. alors que ce cabinet hausse la barre. Pour présenter votre demande de façon confidentielle **en direct** pour le projet JD-206004, veuillez visiter la section Possibilités de carrière sur notre site Web à l'adresse suivante : <http://www.pwcglobal.com/executive/ca/fra/pages/home/index.html>

PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Recherche de cadres
145, rue King Ouest
Toronto (Ontario) M5H 1V8
Courriel : execsearch.toronto@ca.pwcglobal.com

DNA LandMarks Inc.

DIRECTEUR COMMERCIAL

Depuis 1995, DNA LandMarks se spécialise dans le développement de marqueurs ADN et de nouveaux procédés de la génomique des plantes pour l'amélioration des semences. Nos marqueurs ADN sont utilisés pour développer des cartes génétiques détaillées et pour positionner des gènes d'importance agronomique pour en faciliter la sélection. DNA LandMarks est un partenaire de BASF Plant Science. Nos bureaux et laboratoires sont situés à Saint-Jean-sur-Richelieu, à 30 minutes au sud de Montréal.

Notre entreprise est à la recherche d'un directeur commercial. Le ou la candidat(e) que nous recherchons est une personne dynamique et possède une excellente connaissance de la biotechnologie dans le domaine des plantes, elle connaît le domaine des semences pour y avoir œuvré pendant au moins cinq ans. Le (la) candidat(e) sera prêt à voyager à travers le monde et est reconnu(e) pour son art de communiquer et ses talents de négociateur. La personne que nous recherchons aura à établir des contacts avec les clients potentiels et proposera nos services techniques en génomique et notre expertise en recherche et développement.

Qualifications :
Expérience en mise en marché dans le domaine des semences et la biotechnologie des plantes ;
Le candidat détient préférentiellement un Ph.D. ou une maîtrise en génétique moléculaire avec une bonne connaissance de la technologie des marqueurs ADN ;
La connaissance de l'anglais est un prérequis essentiel.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir une lettre de présentation et leur C.V. à :

DNA LandMarks
84, rue Richelieu, 2^e étage
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec)
J3B 6X3
a/s de France Bissonnette
ou par courriel à bissonnettf@dnalandmarks.ca
Vous pouvez obtenir plus d'information sur les activités de la compagnie en visitant notre site Internet au **www.dnalandmarks.com**

3077751

Gestionnaire de portefeuilles

La Société

Cogefonds Inc. s'emploie depuis 1983 à structurer et gérer des portefeuilles de placements avec une diversification internationale pour une clientèle de gens fortunés, institutions et caisses de retraite selon leurs objectifs particuliers. Accréditée auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec et de la Securities & Exchange Commission des États-Unis, elle a des bureaux à Montréal et à Québec.

Le défi

Ce poste de gestionnaire au bureau de Québec impliquera aussi des tâches administratives et de service à la clientèle afin de conduire rapidement à des responsabilités de direction.

Les compétences

- Une formation universitaire suivie d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 10 ans dans des milieux de services financiers ou de placements;
- Bonnes aptitudes d'analyse et de communication orale et écrite;
- Aimer travailler en équipe et servir la clientèle.

Si ce défi vous intéresse

Veuillez transmettre votre lettre de présentation avec votre curriculum vitae en toute confidentialité, avant le 25 septembre 2002, à l'attention de monsieur Robert M. Gagnon, vice-président exécutif, à l'adresse suivante:

Cogefonds Inc.

45, rue Dalhousie
Québec (Québec) G1K 8S3

www.cogefonds.com

3076802

Poste d'enseignement (francophone)

ORTHOP DAGOGUE au PRIMAIRE et au SECONDAIRE

Diplôme requis :
Baccalauréat en orthopédagogie

ENSEIGNANT(E) ANGLAIS au SECONDAIRE

Diplôme requis :
Baccalauréat en langue anglaise
Permis d'enseignement ou brevet du ministère de l'Éducation du Québec

ENSEIGNANT(E) MATH MATIQUES au SECONDAIRE

Diplôme requis :
Baccalauréat en mathématiques
Permis d'enseignement ou brevet du ministère de l'Éducation du Québec

Spécificités requises :

Être capable et conscient de travailler en région semi-éloignée
Être capable et conscient de travailler en équipes multidisciplinaires et multiculturelles
Démontrer un esprit d'ouverture à une autre culture et compréhension des différences culturelles

Lieu :

Communauté de Wemotaci
La communauté de Wemotaci est située à 115 km au nord-ouest de La Tuque

Salaires :

Selon les normes en vigueur établies par la Direction générale du Conseil des Atikamekw de Wemotaci.

Contexte :

Il s'agit de relever un défi et de vivre une expérience unique avec la Nation Atikamekw.

Faire parvenir votre curriculum vitae à :

Conseil des Atikamekw de Wemotaci
Secteur de l'éducation
44, rue Kenosi
Wemotaci (Québec)
G0X 3R0
A l'attention de Janine Ambrose
Courriel : buchelo@mail.wemotaci.com
Télécopieur : (819) 666-2512
Téléphone : (819) 666-2510 (2511)

3077973

Société Humanitex

Située à Laprairie, Humanitex est une entreprise d'économie sociale sans but lucratif spécialisée dans le recyclage de vêtements et de chiffons. L'entreprise vend tant au Québec qu'à l'étranger à plus de 250 clients et emploie une main-d'œuvre qualifiée de particulière. Dans son plan de relève, Humanitex est à la recherche d'un(e):

Directeur(trice) de la production et des ressources humaines

Relevant de la directrice générale, le titulaire devra planifier, organiser, diriger et évaluer les activités reliées aux opérations, superviser la gestion des approvisionnements, contrôler la qualité des services offerts à la clientèle et s'assurer du maintien en emploi du personnel.

Titulaire d'un diplôme universitaire et d'une expérience pertinente, la personne recherchée doit démontrer un bon sens de l'organisation, être capable de travailler sous pression et faire preuve de flexibilité. Elle doit posséder une bonne expérience en gestion de personnel et maîtriser des habiletés de leadership et de communication. S'exprimer bien, à l'écrit et à l'oral, dans les deux langues officielles, elle doit comprendre les valeurs de l'organisme et les favoriser. Salaire: 40 000 \$.

Si vous désirez relever ce défi, faites parvenir votre C.V. par télécopie au (450) 444-2167 ou par courriel à humanitex@humanitex.ca

Seul(e)s les candidat(e)s retenu(e)s seront contacté(e)s. Les jeunes retraité(e)s sont invité(e)s également à postuler.

3077979



ARCHITECTES

Monette, Leclerc, St-Denis et associés, architectes

Firme d'architectes implantée depuis plus de 40 ans dans le nord-ouest québécois désire combler les postes suivants:

2 postes permanents à combler:

1 Technicien en architecture ou Architecte

1 Dessinateur en bâtiment

Le postulant doit avoir les qualifications suivantes:

Technicien en architecture: posséder un DEC en technique de l'architecture, une excellente maîtrise du logiciel Autocad.

Architecte: posséder un baccalauréat en architecture et être membre de l'Ordre des architectes du Québec.

Dessinateur en bâtiment: Posséder un DEP en dessin de bâtiment.

Le salaire sera à discuter selon l'expérience du candidat.

La connaissance de l'anglais serait un atout.

Toute personne intéressée à l'un ou l'autre de ces postes doit faire parvenir son curriculum vitae par courriel, télécopieur ou par courrier à l'adresse suivante:

M. Martin Saint-Denis, architecte, M. Sc.
Monette, Leclerc, St-Denis et associés,
architectes
1200, 8^e Rue
Val d'Or (Québec) J9P 3N7
Tél.: (819) 824-3651 Téléc.: (819) 824-2804
Courriel: mls.martin@cablevision.qc.ca

3077976



PhytoDERM inc.

PhytoDERM, chef de file dans le domaine des soins esthétiques, cherche à combler un poste de

Conseillère technique

pour le territoire de la Rive-Sud de Montréal.

Vous assumerez des fonctions d'encadrement professionnel de notre clientèle d'esthéticiennes dans l'utilisation appropriée de nos gammes de produits. Par votre conseil et votre soutien clinique, vous contribuerez à l'atteinte des objectifs de croissance du territoire.

La candidate idéale aura:

- Un diplôme d'esthétique
- Une expérience de gestion d'un territoire de ventes
- 4 ans d'expérience clinique en esthétique
- Des notions de pédagogie
- Qualités interpersonnelles, bonne organisation et rigueur sont essentielles.

Veuillez envoyer votre C.V. à:

PhytoDERM Inc.
Télécopieur: (514) 735-8460 Courriel: cv@phytoderm.com

3077897



Corporation
de développement économique
communautaire de Sherbrooke

La CDEC de Sherbrooke oeuvre à l'amélioration de la situation économique et sociale de la population de la ville de Sherbrooke en favorisant le développement de la communauté et la prise en charge du milieu en partenariat et en concertation avec les acteurs locaux.

Agent ou agente de développement économique

SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS

L'agent ou agente de développement intervient auprès des entreprises dans le but de créer ou de maintenir des emplois par le soutien à la consolidation et au développement des entreprises existantes.

La personne assure principalement une présence dans le milieu afin de mieux saisir les problématiques que vivent les entreprises et de les rejoindre via les réseaux naturels d'appartenance; elle a à mettre en place, coordonner, animer ou participer à des comités de concertation; elle sensibilise les gestionnaires et le personnel à des sujets susceptibles d'améliorer leurs compétences.

Dans un deuxième temps, elle a à solliciter des rencontres avec des dirigeants ou propriétaires d'entreprises, à analyser les besoins, à donner de l'information, à accompagner le client dans la mise en place de solutions selon la demande, à référer à une ressource le cas échéant.

EXIGENCES

- Diplôme universitaire de 1^{er} cycle en administration ou l'équivalent;
- Minimum de sept ans d'expérience à titre d'agent de développement économique, d'intervenant en gestion ou de gestionnaire d'entreprise;
- Expérience significative dans l'animation, la concertation, la gestion de projets; généraliste dans les différentes composantes de la gestion d'une entreprise;
- Préoccupation tant par l'aspect social qu'économique du développement des communautés;
- Connaissance des différents programmes gouvernementaux d'aide aux entreprises et des ressources du milieu;
- Habiletés à communiquer, capacité d'adaptation, leadership, flexibilité, autonomie, capacité d'analyse et de synthèse;
- Maîtrise des logiciels Office, principalement Word et Excel.

RÉMUNÉRATION

Selon l'expérience et la qualification; entre 30 000 \$ et 40 000 \$.

Faites parvenir votre curriculum vitae, avant le 18 septembre 2002 17 h, à :

CDEC de Sherbrooke
a/s du comité de sélection - Agent(e) de développement économique
891, rue Bowen Sud
Sherbrooke (Québec) J1G 2G3
Télécopieur : (819) 563-3342
Courriel : cdec@abacom.com

Seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.

3077701

STRATÉGIE MARKETING

Le jour où la pub s'est tue

Les entreprises abordent le 11 septembre avec délicatesse



FRANÇOIS PERREULT

collaboration spéciale

Comment annoncer ses produits et services aux États-Unis durant une journée aussi particulière qu'aujourd'hui ? Un récent sondage de la firme Lightspeed Research publié dans le magazine spécialisé *Advertising Age* indiquait qu'un seul Américain sur trois jugeait acceptable que des entreprises diffusent de la publicité le 11 septembre. Nombre d'annonceurs demeureront donc muets non seulement aujourd'hui, mais pour le reste de la semaine.

« Aucun ne veut être accusé de commercialiser ce jour spécial », confiait récemment dans le *San Francisco Chronicle* John Kimball, chef du marketing de l'Association américaine des journaux, qui regroupe 90 % des quotidiens des États-Unis. « Les représentants publicitaires ont généralement peu de scrupules, mais j'ignore ce que j'évoquerais afin de vendre de l'espace pour cette journée », a renchéri au *New York Times* Paul Rittenberg, vice-président des ventes de Fox News Channel. Cette chaîne a d'ailleurs été la première, en juillet, à faire savoir qu'elle n'accepterait pas de pub pour cette date anniversaire.

Un jour comme les autres

Cette décision prive Fox de revenus d'environ 5 millions de dollars américains. Quant aux trois autres principaux réseaux (ABC, CBS, NBC), leurs pertes sont estimées à 6 millions US pour chacun. Selon le *Los Angeles Times*, les quatre chaînes perdraient ensemble 60 millions US si elles ne diffusaient aucune pub aujourd'hui. Toujours d'après le quotidien, la centaine d'heures de couverture continue et sans pub de septembre 2001 a occasionné 300 millions US en perte de revenus publicitaires pour les quatre grands.

« La situation est si délicate que nous avons conseillé à nos clients d'être muets aujourd'hui », a expliqué Steve Moynihan, d'Arnold MPG, division d'achats médias de l'agence Arnold Worldwide. Diffuser un message le 11 septembre, même s'il est adapté pour l'occasion, peut être perçu comme une insulte ou une tentative de récupération du patriotisme. Dans ces circonstances et pour éviter la critique, vaut mieux s'abstenir. » Des annonceurs majeurs comme Pepsi, Dell, Dunkin' Donuts, General Motors et Gillette ont ainsi choisi de ne mener aucune activité publicitaire.

En revanche, plusieurs estiment que la diffusion de publicités serait souhaitable afin de montrer que la vie se poursuit malgré les attentats terroristes de l'an dernier. « Pour de nombreuses personnes, la présence de la pub symbolise la normalité d'une journée, et elles souhaitent que le 11 septembre soit un jour comme les autres », indiquait Tobe Berkovitz, professeur de communication à l'Université de Boston dans le numéro du 30 août du *Boston Globe*. Quelques médias locaux, comme les stations de radio WBOS, WKLB et WMJX, ont d'ailleurs signalé leurs volonté d'offrir à leurs auditeurs la programmation habituelle, accompagnée de plages publicitaires, mais en retransmettant une allocution du président George Bush ainsi qu'en observant une minute de silence.

Un geste politique et thérapeutique

Certains voient même dans la diffusion de messages publicitaires un geste politique. Ainsi, Walter Sabo, président de la firme new-yorkaise de placement médias SABO-media, a envoyé un courriel à tous ses clients, leur suggérant que « la non-diffusion de publicité ralentit l'entrée de revenus ainsi que le bon fonctionnement des entreprises, mais constitue surtout une victoire pour les terroristes ». D'autres croient même que la pub peut servir à des fins thérapeutiques. « Comment pouvons-nous subir une telle couverture médiatique très émotive sans la doser avec une pause ? » s'interrogeait la semaine dernière sur le site Yahoo News Laura



Photothèque AP ©

Des voyageurs étaient rivés à l'écran de télévision durant les attaques du 11 septembre 2001. Beaucoup d'émissions spéciales en perspective pour aujourd'hui, mais très peu de pub...

Caraccioli Davis, vice-présidente de Starcom Media Group.

Cela dit, plusieurs des annonceurs actifs aujourd'hui ont opté pour une approche presque sociétale. Ainsi, Nextel Communications finance la présentation de 9/11, à CBS. L'entreprise de téléphonie cellulaire avait commandité, en mars, la diffusion originale de ce documentaire montrant des pompiers sur la scène du World Trade Center. Quelque 52 millions de personnes l'avaient regardé. Les sept minutes de pub auxquelles Nextel avait droit ont été consacrées à un montage saluant les pompiers disparus.

De son côté, le fabricant d'avions Boeing acceptait il y a deux semaines de commanditer la diffusion à NBC de *Concert for America*, un spectacle en provenance de Washington.

Environnement défavorable

Chez nous, on observe la même prudence,

bien que les craintes des annonceurs ne soient pas motivées par la réaction des consommateurs, mais par l'absence de contenu favorable. « Les médias ne véhiculeront que de la tristesse dans les images et les commentaires, prévoyait la semaine dernière au *Globe and Mail* Doug Checkeris, dirigeant de la firme de placement médias torontoise Media Co. Comme nous ne contrôlons pas leur ton, il est préférable de s'en tenir loin. » Même discours du côté de Sunni Boot, présidente d'Optimedia. « Nous construisons des marques. Les mettre dans un environnement comme celui du 11 septembre risque de leur nuire, car les gens pourraient les percevoir comme insensibles. »

La saturation représente un autre facteur pouvant expliquer la timidité des annonceurs. « Si nos chaînes de télé poussent trop la note, les auditeurs éteindront simplement leur appareil », croit Alan Middleton, professeur à l'Université York.



MERCI BEAUCOUP,
PASSIONNÉMENT,
À LA FOLIE...

La dernière étude NADbank dévoile que vous êtes toujours plus nombreux à nous lire.

En effet, La Presse a augmenté son nombre de lecteurs de 4 500, contrairement à une baisse de 21 200 lecteurs de la part du Journal de Montréal. Voilà pourquoi nous profitons de l'occasion pour vous remercier de votre fidélité sans cesse grandissante.

C'est parce que vous êtes au rendez-vous, jour après jour, que nous travaillons à vous offrir un produit de qualité, à la hauteur de vos attentes.

La Presse

INVESTIR

BOURSE DE TORONTO



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
6 485,18	6 579,07	6 501,26	6 544,22	0,34%	-10,90%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 270	GAINS	526	PERTES	526	INCHANGÉES	218
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	7 992,70	5 992,14		155	156		

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	101,71	0,26	Prod. consom. discr.	76,16	0,60
Matériaux de base	120,67	-0,17	Services de télécom.	41,45	-0,22
Energie	127,92	1,72	Prod. consom. de base	157,35	-0,71
Produits industriels	65,40	0,66	Service publics	135,26	0,26
Tech. de l'information	15,90	0,37	Soins de santé	59,30	0,25

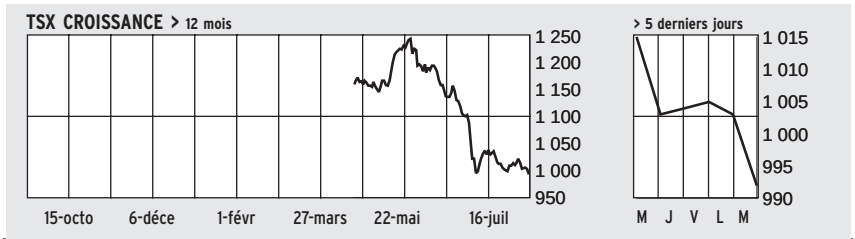
AUTRES INDICES CANADIENS							
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	368,42	1,77	0,48	S&P / TSX Moyen. Cap.	422,61	-0,84	-0,2
S&P / TSX Petites cap.	448,11	0,20	0,05	DJ Can. Titans (40)	950,52	4,00	0,42

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
BCE INC	6543615	28,61	-0,12	PLACER DOME INC	2563645	15,94	-0,76
KINROSS GOLD CORP	6356229	3,56	-0,05	BANQUE F-D	1800137	32,49	-0,50
ATI TECHNOLOGIES	5900094	9,48	0,68	BARRICK GOLD CORP	1692065	25,98	-0,62
BOMBARDIER/B	4597426	5,71	-0,08	MANULIFE FINANC.	1624617	35,60	-0,20
TRIZEC CANADA INC	2633262	17,80	0,35	ENCANA CORP	1581335	47,20	0,70

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
B SPLIT CORP	6600	4,65	25,68	SHIRE ACQUISITION	4230	47,00	2,95
PREMIER TECH LTD	3400	3,00	17,65	TALISMAN ENERGY	413291	66,94	2,55
MDC CORP.	137055	5,10	15,91	SOBEYS INC	23306	40,50	2,10
AIRBOSS OF AMERIC	244175	2,10	13,51	CANADIEN NAT.	865290	64,50	2,03
SPECTRUM SIGNAL	1500	2,35	11,91	POTASH CORP SASK	98810	98,50	1,71

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
PAN-OCEAN ENERGY	1500	2,25	-13,87	TD CAPITAL TRUST	23306	125,10	-3,00
CORETEC INC	390971	2,04	-12,07	FAIRFAX FINANCIAL	115011	23,76	-1,49
GOLDEN STAR RES.	213425	2,00	-10,71	INTRAWEST CORP	176373	48,60	-1,55
GOLD RESERVE INC	33645	5,70	-10,24	UNITS S&P/TSX CN	314391	30,41	-1,50
SILENT WITNESS				MERIDIAN GOLD INC			

BOURSE DE CROISSANCE TSX

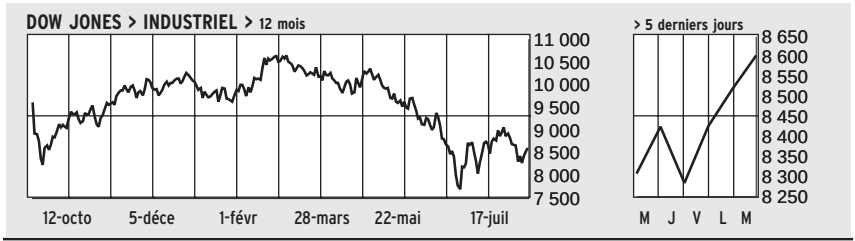


HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
999,22	1 002,62	987,55	992,38	-1,02%	

ACTIONS NÉGOCIÉES	885	GAINS	245	PERTES	305	INCHANGÉES	335
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	1 256,23	971,03	29	23	33		

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
701 MEDIA GROUP	1432644	0.09	0.04	AMERICAN BONANZA	498080	0.14	-0.02
STRATHCLAIR VENT.	1135500	0.17	0.05	CANDORADO OPER.	455500	0.15	0.01
WILLIAM MULTI-TEC	974279	0.01	0.00	HYDROMET ENVIR/A	350000	0.02	0.00
OUTZINC CORP	624000	0.13	0.00	GENOIL INC	296396	0.09	0.01
SULTAN MINERALS	560873	0.30	0.02	DIAGEM INTL RES.	289000	0.21	0.02

NEW YORK



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
8 520,14	8 602,61	8 502,32	8 602,61	0,98%	-10,44%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 389	GAINS	1 827	PERTES	1 384	INCHANGÉES	178
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 673,10	7 532,66		1 162	1 139		

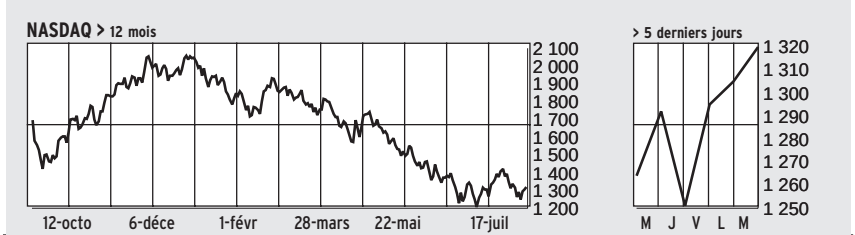
AUTRES INDICES DES AMÉRIQUES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
S&P 500 composé	909,58	6,62	Dow Jones serv. publics	228,69	-5,37
S&P 100 composé	455,89	4,62	AMEX composé	876,97	3,65
Dow Jones transport	2 287,60	24,18	Russell 2000	394,16	1,69

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
GENERAL ELECTRIC	15480200	29,08	0,30	EMC CORP/MASS	11530500	6,52	0,13
NORTEL NETWORKS	13560100	1,09	-0,03	AOL TIME WARNER	11407400	13,36	0,03
CITIGROUP INC	12991200	30,87	-0,20	LUCENT TECH.	10828800	1,76	-0,05
QWEST COMM. INTL.	12723600	3,04	-0,13	NOKIA CORP.	10772000	13,87	-0,31
GENENTECH INC	12465100	28,89	-3,11	PFIZER INC	10766800	30,95	0,33

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
MARTHA STEWART/A	1698600	9,03	16,77	BERKSHIRE HATH./B	14270	2518,0	27,50
FRANKLIN COVEY CO	11800	2,32	13,73	BIOLAB CORP INT	2700	69,30	4,85
LONGVIEW FIBRE CO	267100	7,33	12,77	BRITISH SKY BROAD	5600	57,00	4,20
MONACO COACH	365800	20,05	11,39	MARKEL CORP	35400	212,00	3,50
GENERAL CABLE C.	90500	4,96	11,21	INTL GAME TECHNO.	1253200	68,32	3,23

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
CRYOLIFE INC	99700	3,30	-17,51	ASTORIA FINANCIAL	290720	28,89	-3,11
SKECHERS USA /A	3201900	10,25	-15,85	GENENTECH INC	12465100	28,89	-3,11
ASTORIA FINANCIAL	2907300	29,05	-11,84	GREENPOINT FINANC	1532300	48,70	-3,00
METRIS COMPANIES	1801400	4,01	-11,09	JACK IN THE BOX	1814100	24,65	-2,55
CKE RESTAURANTS	558200	5,32	-9,83	DOMINION RES(VA)	1768000	58,78	-2,51

NASDAQ



HIER					
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
1 306,13	1 322,43	1 299,53	1 320,09	1,19%	-22,14%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 511	GAINS	1 730	PERTES	1 633	INCHANGÉES	312
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 098,88	1 192,42		1 441	1 213		

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Assurances	2 373,21	2,32	Industrielles	1 021,65	12,19
Banques	2 337,95	-33,00	Télécomm.	100,18	0,73
Finances	2 152,50	-31,99	Transports	1 190,38	19,61

LES 10 PLUS ACTIFS							
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
PALM INC	86191100	0,75	0,00	ORACLE CORP	34969500	9,79	0,01
CISCO SYSTEMS INC	58358600	13,43	0,47	ERICSSON (LM) TEL	34353500	0,63	-0,05
SUN MICROSYS.	53043300	3,51	0,03	25422500	7,85	-0,04	
INTEL CORP	49357200	16,47	0,39	NEXTEL COMM. /A	24655800	13,47	0,78
MICROSOFT CORP	36364800	49,79	1,09	APPLIED MATERIALS	22563800	2,69	-0,02
				JDS UNIPHASE CORP			

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
ELAN CORP-CONTING	383500	0,02	100,00	BIOSITE INC	2055000	25,77	5,22
AMPLIDYNE INC	14400	0,19	90,00	JETBLUE AIRWAYS	1198200	43,98	4,20
AVISTAR COMMUNIC.	1700	0,57	42,50	AMERICAN NATIONAL	8800	78,99	3,39
MTI TECHNOLOGY	86700	0,48	37,14	INFOSYS TECHNO-SP	894000	20,66	2,72
IMAGEX INC	184800	0,30	36,36	JDS UNIPHASE CORP			

TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
OAK RIDGE CAPITAL	3100	0,12	-74,47	WFS GLOBAL GROUP	4500	571,00	-17,00
INSMED INC	4810700	0,57	-70,16	WFS FINANCIAL	126000	26,08	-3,06
PCD INC	80800	0,13	-56,67	FIRST CITIZENS/A	3000	106,43	-3,05
FIRSTLINK COM.WTS	1500	0,03	-40,00	J. JILL GROUP INC	2326200	21,57	-2,64
INSIGNIA SOLUTION	40100	0,35	-36,36	CUBIST PHARMACEUT	5479800	5,13	-2,27

NASDAQ CANADA						
OUVERTURE	HAUT		BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
213,50	215,75		211,75	213,09	0,47%	-28,55%
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT	
	402,20	199,30		36	31	

Source: Bloomberg

Rona lance une émission d'actions de 300 millions

Le quincaillier avait nié la nouvelle il y a quelques jours

LAURIER CLOUTIER

Contrairement aux dénégations catégoriques du président et chef de la direction de Rona, Robert Dutton, jeudi dernier, le quincaillier de Boucherville a déposé hier un prospectus provisoire visant une émission d'actions prochaine.

Un quotidien de Toronto avait publié la semaine dernière un article selon lequel Rona irait bientôt chercher 300 millions sur les marchés publics. M. Dutton a nié l'importance de tout appel public à l'épargne jeudi dernier au cours d'une entrevue à *La Presse* au terme de l'assemblée des actionnaires (et à huis clos). Il s'est même plaint que le journal torontois ne l'ait « pas appelé » avant de publier son reportage. Le texte mentionnait que BMO Nesbitt Burns et Scotia Capitaux sont les chefs de file du syndicat bancaire choisi pour vendre les actions aux investisseurs, ce que M. Dutton a aussi catégoriquement nié. Hier, le prospectus déposé par Rona identifie les deux firmes qui dirigent le syndicat bancaire : BMO Nesbitt Burns et Scotia Capitaux.

Le porte-parole, Sylvain Morissette, a nié hier que Rona ait trompé le public, jeudi dernier.



Photothèque La Presse ©

Le président et chef de la direction de Rona, Robert Dutton.

Une fois son prospectus approuvé par les autorités, Rona pourra faire son entrée à la Bourse de Toronto mais le groupe de quincailliers et de centres de rénovation ne précise pas encore la valeur anticipée de son émission, ni le moment de son lancement. « Tout dépendra du marché », a dit M. Morissette.

La compagnie affirme que son premier appel public à l'épargne lui permettra de réduire sa dette et de financer son expansion au Ca-

nada. Le groupe a augmenté sa dette, à 230 millions, pour acheter 51 Revy Home Centers en Ontario et dans l'Ouest canadien en juillet 2001. Avec le produit de l'émission, Rona affirme avoir l'intention de rembourser des débentures de 40 millions, mais ajoute ne pas avoir encore de projets précis d'acquisitions.

Certains des actionnaires actuels de Rona pourraient profiter de l'émission pour participer à un placement secondaire afin de maintenir leur pourcentage de propriété. Les marchands et dirigeants de Rona détiennent 62 % de ses actions, comparativement à 18,5 % pour ITM Entreprises, de Paris, et à 9,8 % chacune pour la Caisse de dépôt et placement du Québec et pour la Société générale de financement du Québec. Le groupe compte actuellement 9,3 millions d'actions évaluées à 24,15 \$ à la fin de juin. Les courtiers Financière Banque Nationale, RBC Dominion et Valeurs mobilières Desjardins participeront à la vente des nouvelles actions.

Rona dit employer plus de 16 000 personnes au Canada dans 540 magasins.

Avec cette émission d'actions sur les marchés publics, la chaîne de quincailliers cherche à assoir son expansion pancanadienne sur des fondations solides. Dommage que sa stratégie de communications avec les investisseurs ressemble à du bricolage.

Les marchés sont prudents

Reuters

TORONTO — La Bourse de Toronto a terminé en légère hausse hier, les investisseurs faisant preuve de prudence à la veille du premier anniversaire des attentats du 11 septembre en sol américain.

L'indice phare S&P/TSX a pris 22 points, à 6544,22, ou 0,34 %. Il a perdu 10,9 % depuis les attentats meurtriers du World Trade Center et du Pentagone.

Égaleme nerveuse, Wall Street a de son côté connu un accès de faiblesse dans l'après-midi, lorsque le secrétaire de la Justice américain, John Ashcroft, a déclaré que les États-Unis avaient identifié un risque élevé d'attentats le 11 septembre.

De peine et de misère, Wall Street a enregistré sa troisième hausse consécutive. Le Dow Jones a fini sur un gain de 83,23 points, soit 0,98 %, à 8602,61, après avoir gagné plus de 0,8 % en séance.

Le Standard & Poor's 500 a pris 6,62 points (0,73 %) à 909,58. Le NASDAQ Composite a avancé de

15,49 points (1,19 %), à 1320,09, après avoir pris près de 1,4 %.

« Je ne pense pas que nous puissions nous attendre à des feux d'artifice demain parce que personne n'a le goût de prévoir quoi que ce soit dans un sens ou dans l'autre », a dit Peter Chandler, vice-président principal chez Canaccord Capital.

Six des 10 sous-groupes du TSX ont terminé en hausse, menés par un gain de 2,4 % chez les titres des technologies de l'information et de 1,4 % dans le secteur de l'énergie.

ATI Technologies a pris 68 cents, ou 7,7 %, à 9,48 \$, tandis que l'équipementier Nortel Networks a pris 2 cents, à 1,73 \$.

Wall Street a eu des frissons lorsque M. Ashcroft a fait état d'un risque d'attentat suicide contre des intérêts américains au Proche-Orient, une information qu'il a attribuée à une source d'Al-Qaeda.

« Ces informations de risque élevé s'ajoutent aux craintes liées au 11 septembre. Mais si on s'en tire sans incident, il y aura un rebond de soulagement demain », a expliqué Joe Seminara, responsable de transactions chez Dreyfus.



Photo Bloomberg ©

Bénéfice en baisse chez Heinz

Associated Press

PITTSBURGH — Le géant alimentaire H.J. Heinz voit son bénéfice diminuer de 11,3 % alors que la compagnie se prépare à vendre certaines gammes comme les thons StarKist et la nourriture pour chats 9-Lives. Le bénéfice a atteint 177,8 millions de dollars américains, ou 50 cents US par action au dernier trimestre, comparativement à 200,5 millions US, ou 57 cents US par action, à pareille date l'an dernier.

Martha Stewart : la Justice interpellée

Une commission du Congrès américain a demandé hier au département de la Justice d'enquêter pour déterminer si Martha Stewart a fait de fausses déclarations au cours de l'enquête sur un délit d'initié dont elle fait l'objet. Le représentant Billy Tauzin a expliqué que les informations qu'il avait obtenues faisaient douter de la version des faits de M^{me} Stewart et a exhorté le département de la Justice à déterminer si elle avait violé la loi. M^{me} Stewart, patronne de son propre empire d'édition, Martha Stewart Living Omnimedia, a démenti à plusieurs reprises toute malversation.

RÉSULTATS FINANCIERS

		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION	
		Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.
* Laidlaw Inc. (LDM / TSX)	31 mai - 3 ^e trim.	1 187 300	1 188 000		(17 000)	(24 000)	—	(0.05)	(0.07)
Transport/Camionnage, Ontario	9 mois	3 454 700	3 462 100		(78 100)	(114 000)	—	(0.24)	(0.35)
Major Drilling Group (MDI / TSX)	31 juil. - 1 ^{er} trim.	29 333	29 674	-1	(1 414)	(872)	—	(0.09)	(0.08)
Pétrole/Energie, Nouveau-Brunswick									
Sobeys Inc. (SBY / TSX)	Aug. 03 - 1 ^{er} trim.	2 637 700	2 444 400	8	45 900	33 300	38	0.70	0.41
Aliment/Boissons, Nouvelle-Écosse									
* Tecsys Inc. (TCS / TSX)	31 juil. - 1 ^{er} trim.	4 293	6 542	-34	(355)	(707)	—	(0.02)	(0.05)
Ordri/Électron/Logiciels, Québec									
* résultats en dollars américains									
Source: CNW Québec									

nAct can	21.62	.05	
nAct intl	15.00	-.02	
nFMM	20.00	—	

BOURSE DE CROISSANCE TSX (CDN)																							
Volume					28 999 365					992 38					-10 24								
Fermeture																							
Variation																							
Valuers	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	Valuers	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	Valuers	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	Valuers	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.
A - B																							
A.C. Global p	Z5					A.C. Global p	Z5					A.C. Global p	Z5					A.C. Global p	Z5				
Acsdcor Corp	1459	0.04	0.04	0.04	0.01	Acsdcor Corp	1459	0.04	0.04	0.04	0.01	Acsdcor Corp	1459	0.04	0.04	0.04	0.01	Acsdcor Corp	1459	0.04	0.04	0.04	0.01
Absolvent I	11	0.16	0.16	0.16	0.01	Absolvent I	11	0.16	0.16	0.16	0.01	Absolvent I	11	0.16	0.16	0.16	0.01	Absolvent I	11	0.16	0.16	0.16	0.01
Abrington wt	25					Abrington wt	25					Abrington wt	25					Abrington wt	25				
Absolute Res	370	0.33	0.31	0.31	0.01	Absolute Res	370	0.33	0.31	0.31	0.01	Absolute Res	370	0.33	0.31	0.31	0.01	Absolute Res	370	0.33	0.31	0.31	0.01
Absoluti Swr a	370	0.33	0.31	0.31	0.01	Absoluti Swr a	370	0.33	0.31	0.31	0.01	Absoluti Swr a	370	0.33	0.31	0.31	0.01	Absoluti Swr a	370	0.33	0.31	0.31	0.01
Acorex Vents	35	0.05	0.29	0.29	-0.03	Acorex Vents	35	0.05	0.29	0.29	-0.03	Acorex Vents	35	0.05	0.29	0.29	-0.03	Acorex Vents	35	0.05	0.29	0.29	-0.03
Adcom Rly	22	0.42	0.42	0.42	0.01	Adcom Rly	22	0.42	0.42	0.42	0.01	Adcom Rly	22	0.42	0.42	0.42	0.01	Adcom Rly	22	0.42	0.42	0.42	0.01
Adults Res	65					Adults Res	65					Adults Res	65					Adults Res	65				
Adv Link	1052	0.07	0.07	0.07	0.01	Adv Link	1052	0.07	0.07	0.07	0.01	Adv Link	1052	0.07	0.07	0.07	0.01	Adv Link	1052	0.07	0.07	0.07	0.01
Advco Inc	2355	0.19	0.15	0.18	0.07	Advco Inc	2355	0.19	0.15	0.18	0.07	Advco Inc	2355	0.19	0.15	0.18	0.07	Advco Inc	2355	0.19	0.15	0.18	0.07
AFCAN	7	0.30	0.30	0.30	0.10	AFCAN	7	0.30	0.30	0.30	0.10	AFCAN	7	0.30	0.30	0.30	0.10	AFCAN	7	0.30	0.30	0.30	0.10
Aff-Can a	15	0.16	0.26	0.26	0.01	Aff-Can a	15	0.16	0.26	0.26	0.01	Aff-Can a	15	0.16	0.26	0.26	0.01	Aff-Can a	15	0.16	0.26	0.26	0.01
Aff-Can b	302	0.16	0.16	0.16	0.01	Aff-Can b	302	0.16	0.16	0.16	0.01	Aff-Can b	302	0.16	0.16	0.16	0.01	Aff-Can b	302	0.16	0.16	0.16	0.01
Aff-Can c	245	0.05	0.40	0.48	0.03	Aff-Can c	245	0.05	0.40	0.48	0.03	Aff-Can c	245	0.05	0.40	0.48	0.03	Aff-Can c	245	0.05	0.40	0.48	0.03
Aff-Can d	5	0.28	0.28	0.28	0.01	Aff-Can d	5	0.28	0.28	0.28	0.01	Aff-Can d	5	0.28	0.28	0.28	0.01	Aff-Can d	5	0.28	0.28	0.28	0.01
Aff-Can e	21					Aff-Can e	21					Aff-Can e	21					Aff-Can e	21				
Aff-Can f	250	0.11	0.10	0.11	0.01	Aff-Can f	250	0.11	0.10	0.11	0.01	Aff-Can f	250	0.11	0.10	0.11	0.01	Aff-Can f	250	0.11	0.10	0.11	0.01
Aff-Can g	10	0.51	0.51	0.51	0.01	Aff-Can g	10	0.51	0.51	0.51	0.01	Aff-Can g	10	0.51	0.51	0.51	0.01	Aff-Can g	10	0.51	0.51	0.51	0.01
Aff-Can h	120	0.13	0.23	0.23	0.02	Aff-Can h	120	0.13	0.23	0.23	0.02	Aff-Can h	120	0.13	0.23	0.23	0.02	Aff-Can h	120	0.13	0.23	0.23	0.02
Aff-Can i	20	0.30	0.30	0.30	0.05	Aff-Can i	20	0.30	0.30	0.30	0.05	Aff-Can i	20	0.30	0.30	0.30	0.05	Aff-Can i	20	0.30	0.30	0.30	0.05
Aff-Can j	20	0.20	0.20	0.20	0.02	Aff-Can j	20	0.20	0.20	0.20	0.02	Aff-Can j	20	0.20	0.20	0.20	0.02	Aff-Can j	20	0.20	0.20	0.20	0.02
Aff-Can k	1000	0.04	0.04	0.04	0.04	Aff-Can k	1000	0.04	0.04	0.04	0.04	Aff-Can k	1000	0.04	0.04	0.04	0.04	Aff-Can k	1000	0.04	0.04	0.04	0.04
Aff-Can l	122	0.35	0.50	0.50	0.03	Aff-Can l	122	0.35	0.50	0.50	0.03	Aff-Can l	122	0.35	0.50	0.50	0.03	Aff-Can l	122	0.35	0.50	0.50	0.03
Aff-Can m	25	0.20	0.20	0.20	0.05	Aff-Can m	25	0.20	0.20	0.20	0.05	Aff-Can m	25	0.20	0.20	0.20	0.05	Aff-Can m	25	0.20	0.20	0.20	0.05
Aff-Can n	5	0.40	0.40	0.40	0.01	Aff-Can n	5	0.40	0.40	0.40	0.01	Aff-Can n	5	0.40	0.40	0.40	0.01	Aff-Can n	5	0.40	0.40	0.40	0.01
Aff-Can o	580	0.57	0.55	0.55	0.05	Aff-Can o	580	0.57	0.55	0.55	0.05	Aff-Can o	580	0.57	0.55	0.55	0.05	Aff-Can o	580	0.57	0.55	0.55	0.05
Aff-Can p	270	0.29	0.27	0.27	0.02	Aff-Can p	270	0.29	0.27	0.27	0.02	Aff-Can p	270	0.29	0.27	0.27	0.02	Aff-Can p	270	0.29	0.27	0.27	0.02
Aff-Can q	14	0.17	0.14	0.14	0.04	Aff-Can q	14	0.17	0.14	0.14	0.04	Aff-Can q	14	0.17	0.14	0.14	0.04	Aff-Can q	14	0.17	0.14	0.14	0.04
Aff-Can r	323	0.16	0.15	0.15	0.01	Aff-Can r	323	0.16	0.15	0.15	0.01	Aff-Can r	323	0.16	0.15	0.15	0.01	Aff-Can r	323	0.16	0.15	0.15	0.01
Aff-Can s	116	0.19	0.16	0.17	0.01	Aff-Can s	116	0.19	0.16	0.17	0.01	Aff-Can s	116	0.19	0.16	0.17	0.01	Aff-Can s	116	0.19	0.16	0.17	0.01
Aff-Can t	238	1.70	1.54	1.60	0.05	Aff-Can t	238	1.70	1.54	1.60	0.05	Aff-Can t	238	1.70	1.54	1.60	0.05	Aff-Can t	238	1.70	1.54	1.60	0.05
Aff-Can u	160	0.27	0.26	0.27	0.01	Aff-Can u	160	0.27	0.26	0.27	0.01	Aff-Can u	160	0.27	0.26	0.27	0.01	Aff-Can u	160	0.27	0.26	0.27	0.01
Aff-Can v	800	0.07	0.06	0.07	0.01	Aff-Can v	800	0.07	0.06	0.07	0.01	Aff-Can v	800	0.07	0.06	0.07	0.01	Aff-Can v	800	0.07	0.06	0.07	0.01
Aff-Can w	4981	0.15	0.14	0.14	0.02	Aff-Can w	4981	0.15	0.14	0.14	0.02	Aff-Can w	4981	0.15	0.14	0.14	0.02	Aff-Can w	4981	0.15	0.14	0.14	0.02
Aff-Can x	200	0.45	0.45	0.45	0.05	Aff-Can x	200	0.45	0.45	0.45	0.05	Aff-Can x	200	0.45	0.45	0.45	0.05	Aff-Can x	200	0.45	0.45	0.45	0.05
Aff-Can y	280	0.40	0.30	0.40	0.02	Aff-Can y	280	0.40	0.30	0.40	0.02	Aff-Can y	280	0.40	0.30	0.40	0.02	Aff-Can y	280	0.40	0.30	0.40	0.02
Aff-Can z	102	0.32	0.32	0.32	0.02	Aff-Can z	102	0.32	0.32	0.32	0.02	Aff-Can z	102	0.32	0.32	0.32	0.02	Aff-Can z	102	0.32	0.32	0.32	0.02
Aff-Can aa	22					Aff-Can aa	22					Aff-Can aa	22					Aff-Can aa	22				
Aff-Can ab	105	0.08	0.08	0.08	0.05	Aff-Can ab	105	0.08	0.08	0.08	0.05	Aff-Can ab	105	0.08	0.08	0.08	0.05	Aff-Can ab	105	0.08	0.08	0.08	0.05
Aff-Can ac	70	0.03	0.03	0.03	0.05	Aff-Can ac	70	0.03	0.03	0.03	0.05	Aff-Can ac	70	0.03	0.03	0.03	0.05	Aff-Can ac	70	0.03	0.03	0.03	0.05
Aff-Can ad	888	1.00	0.95	1.00	0.01	Aff-Can ad	888	1.00	0.95	1.00	0.01	Aff-Can ad	888	1.00	0.95	1.00	0.01	Aff-Can ad	888	1.00	0.95	1.00	0.01
Aff-Can ae	311	1.75	1.40	1.40	-0.30	Aff-Can ae	311	1.75	1.40	1.40	-0.30	Aff-Can ae	311	1.75	1.40	1.40	-0.30	Aff-Can ae	311	1.75	1.40	1.40	-0.30
Aff-Can af	300	0.05	0.05	0.05	0.05	Aff-Can af	300	0.05	0.05	0.05	0.05	Aff-Can af	300	0.05	0.05	0.05	0.05	Aff-Can af	300	0.05	0.05	0.05	0.05
Aff-Can ag	1070	0.80	0.72	0.74	-0.07	Aff-Can ag	1070	0.80	0.72	0.74	-0.07	Aff-Can ag	1070	0.80	0.72	0.74	-0.07	Aff-Can ag	1070	0.80	0.72	0.74	-0.07
Aff-Can ah	1166	0.48	0.46	0.49	0.01	Aff-Can ah	1166	0.48	0.46	0.49	0.01	Aff-Can ah	1166	0.48	0.46	0.49	0.01	Aff-Can ah	1166	0.48	0.46	0.49	0.01
Aff-Can ai	50	0.02	0.02	0.02	0.01	Aff-Can ai	50	0.02	0.02														

Garder la tête froide, tout comme il y a un an

MARTYNE COUTURE
LA PRESSE À TORONTO

L'ÉCONOMISTE en chef de la Banque de Montréal, Tim O'Neill, ne prendra pas l'avion aujourd'hui, un an après s'être échappé du World Trade Center. Mais ce n'est pas parce qu'il est nerveux ou craintif plus qu'à l'habitude.

En fait, Tim O'Neill est parmi ces survivants des attaques terroristes qui réussissent aujourd'hui à rationaliser ce qui leur est arrivé le 11 septembre, lui qui assistait au congrès annuel de la National Association for Business Economics (NABE).

« J'ai été chanceux de ne pas réagir fortement aux événements. Que voulez-vous, je suis né dans les Maritimes. Je suis un éternel optimiste », a-t-il déclaré à *La Presse* au cours d'une entrevue dans ses bureaux de Toronto.

Le premier avion a frappé pendant qu'il déjeunait dans l'une des salles de bal du Marriott World Trade Center, situé entre les deux tours. Il n'y avait pas de fenêtre. Mais le tremblement du plancher et des lustres de cristal a tout de suite entraîné l'évacuation de la salle.

Après de nombreux appels sur son téléphone cellulaire, Tim O'Neill s'est retrouvé à l'extérieur

en compagnie d'autres économistes ainsi que d'étudiants. Trois rues plus loin, il a entendu un avion.

« J'ai déjà vécu près d'un aéroport, alors je sais à quoi ressemble le bruit d'un avion qui vole très bas. J'ai trouvé cela étrange. C'est alors que j'ai levé les yeux vers le ciel et que j'ai vu l'avion foncer dans la tour sud. »

Il raconte pourtant qu'il n'a remarqué qu'une légère panique autour de lui par la suite. Le natif de Sydney, en Nouvelle-Écosse, ne s'est jamais vraiment senti en danger. « En tant qu'économiste, je passe en revue les faits, je les classe et je les analyse. J'ai compris tout de suite que nous étions près de l'eau. Si quelque chose nous arrivait, nous aurions pu nous y réfugier. »

Comme des réfugiés

Son groupe de 12 personnes a ensuite marché vers le nord de la ville. « Comme des réfugiés, mais avec cravate et porte-documents. Nous étions couverts de poussière et de cendre. C'était comme être dans une bulle, complètement à l'écart de la foule. Un peu comme dans les films de science-fiction, où les gens sont invisibles. » Cette histoire, il l'a racontée des centaines de fois. Mais aujourd'hui, ce n'est pas difficile, ni douloureux. Il n'a pas de cauchemar non plus, bien que pendant quelques mois,



Tim O'Neill

le grondement du tramway à Toronto l'a fait parfois sursauter. « Je sais que d'autres ont été plus affectés que moi. La pire chose à faire serait de juger leur réaction ou encore la mienne. Il y a une réaction appropriée pour chaque individu. »

Ce sang-froid n'est cependant pas arrivé du jour au lendemain. Il a décidé de consulter un spécialiste, pour s'assurer qu'il avait vraiment mis les événements derrière lui. Mais depuis, comme il n'a hé-

sité à prendre l'avion. « Je suis d'ailleurs parti en vacances deux jours après les événements. Ma conjointe et moi avions des billets réservés depuis longtemps en prévision d'un voyage en Irlande. Je n'allais pas manquer cela. »

En fait, les événements du 11 septembre sont tellement bien classés dans son cerveau que ses collègues de NABE ont dû lui rappeler que le congrès de l'association l'an dernier s'était terminé de façon abrupte. « En planifiant le congrès de 2002, j'ai demandé ce qu'on avait fait l'an dernier au cours de la dernière journée (le 12 septembre). Je me suis senti idiot », raconte-t-il en souriant.

Le flegme de Tim O'Neill, qui sera nommé président de l'organisme américain à la fin du mois, provoque l'admiration de ceux qui étaient avec lui il y a un an. « C'est un vrai leader. Il en est ressorti encore plus fort, parce qu'il n'est pas resté là à tout simplement regarder ce qui se passait », raconte l'économiste en chef de Bank One, Diane Swonk, qui s'est enfuie à ses côtés.

C'est elle, en fait, qui a confié à *La Presse* que Tim O'Neill était retourné dans l'édifice quelques minutes après l'évacuation de la salle, pour récupérer les sacs à main des participantes. C'est également Tim O'Neill qui a mis fin à un début de panique dans un restaurant où des clients lançaient des chaises dans

les fenêtres.

« Il représente vraiment toute la signification de ce jour. Non seulement il était en mode survie, mais il représentait l'appui de quelqu'un qui n'est pas américain », ajoute Diane Swonk, qui est à New York aujourd'hui pour tenter de mettre les événements derrière elle.

Des répercussions économiques temporaires

L'économiste américaine partage d'ailleurs la même opinion que Tim O'Neill quant aux répercussions des attentats sur l'économie en général. « Nous ne pensons pas que c'était la catastrophe économique, comme tant d'autres l'ont dit à l'époque », mentionne Diane Swonk.

Tim O'Neill ajoute cependant que si une autre attaque devait se produire, ce serait la nature de celle-ci qui déterminerait son impact économique. « Si un port important était l'objet d'une attaque, c'est tout le système de transport de biens qui pourrait être paralysé », explique-t-il.

Mais pour le moment, il a bien l'intention de poursuivre ses activités normalement. « Vous ne pouvez pas vous inquiéter et vivre dans la crainte d'une autre catastrophe. Si vous agissiez ainsi, vous ne pourriez pas fonctionner. »

BOURSE DE MONTRÉAL - OPTIONS CANADIENNES

Les 5 titres les plus actifs de l'OTC																				
		Vol.	Opt. en cours			Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours			Série	Prix	Off.	Dem.	Opt. en cours			
ATI TECHNOLOGIES INC.		30506	50789	SP		40.00	2.60	2.80	2.75	28	SP		34.00	3.30	3.50	3.40	10		1048	
Manulife financial corp		1546	11774	40.00		P	0.35	0.50	0.35	5	40.00		P	0.05	0.15	0.05	10		10	
CDN. IMPERIAL BK. OF COM		1331	29427	42		P	1.25	1.40	1.15	6	42		P	1.45	1.60	1.50	34		6085	
BARRICK GOLD (ABX CN)		1030	42496	45.00		P	0.20	0.35	0.20	20	45.00		P	0.85	1.05	0.80	10		33	
BCE INC.		919	38862	45.00		P	2.90	3.10	2.95	21	34.00		P	0.20	0.30	0.35	5		35	
				47		P	5.10	5.40	5.20	1	36.00		P	1.85	2.10	2.30	2		907	
				50.00		P	7.60	7.90	7.70	1	36.00		P	0.50	0.70	0.65	10		2279	
				52		P	10.10	10.40	10.20	1	38.00		P	0.70	0.85	0.70	26		6089	
				37		P	0.55	0.65	0.50	1	38.00		P	1.30	1.50	1.35	15		158	
				40.00		P	3.45	3.70	3.60	1	40.00		P	0.10	0.30	0.25	10		3798	
				40.00		P	1.05	1.25	1.10	20	40.00		P	11.35	11.60	11.50	25		186	
				42		P	1.95	2.15	2.10	14	34		P	38.00	40.00	38.00	10		165	
				37		P	2.10	2.25	2.10	1	38.00		P	0.80	1.20	1.20	13		613	
				45.00		P	0.95	1.15	1.10	12	40.00		P	0.60	0.80	0.80	13		1679	
				45.00		P	3.60	3.80	3.60	1	40.00		P	1.15	1.45	1.10	20		181	
				47		P	5.50	5.80	5.60	1	40.00		P	0.90	1.10	0.90	63		1686	
				50.00		P	7.80	8.00	7.80	1	OC		P	1.70	1.85	1.80	60		5515	
				52		P	10.20	10.40	10.20	6	OC		P	47	50.00	47.00	10		1597	
				55.00		P	0.05	0.05	0.00	5	OC		P	50.00	0.10	0.25	0.20	1		339
				55.00		P	0.20	0.25	0.10	106	JA		P	45.00	1.70	1.85	1.75	50		339
				55.00		P	12.90	13.20	12.70	30	JA		P	38.00	1.00	1.15	1.25	10		1689
				37		P	1.70	1.90	1.70	1	AP		P	40.00	0.60	0.80	0.60	13		1679
				45.00		P	0.95	1.15	1.10	12	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				45.00		P	3.60	3.80	3.60	1	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				47		P	5.50	5.80	5.60	1	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				50.00		P	7.80	8.00	7.80	1	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				52		P	10.20	10.40	10.20	6	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				55.00		P	0.05	0.05	0.00	5	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				55.00		P	0.20	0.25	0.10	106	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				55.00		P	12.90	13.20	12.70	30	AP		P	40.00	1.15	1.45	1.10	20		181
				37		P	1.70	1.90	1.70	1	AP		P	40						

L'année « la plus sombre » de l'histoire de Wall Street

PATRICK McHEEHAN

New York Times News Service

NEW YORK — Philip J. Purcell, président et chef de la direction de Morgan Stanley, a peine à contenir l'émotion quand il parle des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Ses yeux se sont embrouillés, la semaine dernière, au cours d'une interview dans son bureau de Times Square, alors qu'il racontait comment il avait vu l'avion s'écraser dans la deuxième tour du World Trade Center, où travaillaient 2700 employés de Morgan Stanley. Sept d'entre eux, ainsi que six consultants de Morgan, sont morts dans l'effondrement des tours.

« Ce fut mon chez-moi pendant longtemps », déclare M. Purcell, qui a d'ailleurs encadré sur son mur son insigne d'identification du World Trade Center.

Jusqu'à ce tragique matin de septembre, les yeux étaient rarement mouillés à Wall Street, particulièrement chez les cadres supérieurs de la trempe de M. Purcell, un gestionnaire obsédé de stratégie qui avait piloté la fusion de Dean Witter et Morgan Stanley en 1997, et qui avait survécu à de nombreuses guerres de pouvoir.

Mais Wall Street a changé depuis l'an dernier — émotionnellement, financièrement et physiquement. Au dire de Richard A. Grasso, président de la Bourse de New York, les 12 derniers mois « sont de loin les plus sombres de notre histoire ».

En ciblant le World Trade Center, les terroristes ont frappé le symbole le plus visible du capitalisme américain, un complexe situé à quelques centaines de mètres de la Bourse de New York, le cœur du système financier, mais aussi le centre de communications et de transports qui reliait Wall Street à l'ensemble de la planète.

Les attaques ont fait près de 3000 morts, dévasté et éparpillé des centaines d'entreprises et entraîné la fermeture des marchés financiers américains pendant plusieurs jours.

Incroyablement, il n'y a pas eu de krach. Le système s'est redressé rapidement et a repris ses activités normales le 17 septembre. Les valeurs boursières avaient aussi amorcé une remontée, mais ont croulé sous le poids des scandales d'entreprises et comptables.

Après Enron

Après l'effondrement oppressant d'Enron en novembre 2001, le redressement a commencé à s'effriter. La débâcle comptable qui a provoqué la chute d'Enron, puis de son cabinet de comptables, Arthur Andersen, puis de WorldCom, a graduellement assommé la confiance



Panneau afficheur indiquant une baisse de l'indice NASDAQ, le 17 septembre 2001, à la suite des attentats du 11 septembre 2001.

des investisseurs dans le système financier américain, et les a rendus méfiants à l'endroit des bilans financiers et de ceux qui les créent.

Plus les investisseurs se retiraient des marchés boursiers, plus les prix chutaient, et ce fut la reprise de la glissade qui avait commencé au début de 2000. Le marché, en utilisant comme mesure l'indice Standard & Poor 500, a perdu 23 % de sa valeur cette année.

« Nous proclamions avec fierté le fusionnement de Wall Street et de Main Street (le grand public) dans les années 1990, alors que 85 millions d'Américains étaient devenus investisseurs, dit M. Grasso. Maintenant, ils ont été déçus. Nous devons rebâtir la confiance, un peu comme ce fut le cas après le krach de 1929. »

La baisse actuelle des marchés boursiers a réduit de 6,5 billions de dollars américains la valeur des actions d'entreprises américaines.

Et comme si les scandales financiers n'avaient pas causé assez de dégâts, Wall Street vacille des blessures qu'elle s'est elle-même infligées. Une bonne part des sommes perdues par les actionnaires était investie dans des entreprises re-

commandées par des analystes de Wall Street dont les motifs paraissent désormais suspects au milieu d'enquêtes sur des conflits d'intérêts.

Au cours de la dernière année, deux des analystes boursiers les plus influents, Henry Blodget, de Merrill Lynch, et Jack B. Grubman, de l'unité Salomon Smith Barney de Citigroup, ont dû démissionner sous les allégations qu'ils avaient favorisé les actions des clients bancaires de leur cabinet. Des douzaines d'acteurs moins importants ont aussi pris la fuite, et toute l'industrie en a été souillée.

Le Congrès légifère

En réponse, les gestionnaires de cabinets de courtage et les régulateurs de valeurs mobilières ont entrepris de réécrire les règles de fonctionnement de Wall Street. Le Congrès y a mis son grain de sel en adoptant le Sarbanes-Oxley Act, une loi visant à réformer la comptabilité et l'administration des entreprises. Cette mesure législative, disent M. Purcell et d'autres dirigeants de Wall Street, diminue leur capacité de concurrencer des banques étrangères et a pour effet d'aggraver un climat d'affaires déjà détérioré.

Le monde financier a réussi à secouer la poussière de l'effondrement du World Trade Center, mais l'endroit reste sinistre. L'esprit de coopération qui régnait durant les jours et les semaines après le 11 septembre a flétri, et la rudesse naturelle de Wall Street est revenue au galop.

Quoi qu'il en soit, comme un grand nombre d'investisseurs individuels ne semblent pas disposés à revenir aux marchés boursiers dans un avenir immédiat, les banques d'investissement et les cabinets de courtage devront continuer à sabrer leurs dépenses, c'est-à-dire dans leur masse salariale...

Remises en question

Inévitablement, certains dirigeants de Wall Street se sont remis en question. Dans un tourbillon d'émotions parfois contradictoires — la colère, le mépris, la persévérance, le patriotisme — plusieurs se sont tournés vers des activités charitables, dit Frank Fernandez, économiste en chef de la Securities Industry Association. Seuls quelques-uns ont quitté l'industrie. Après avoir parlé de se refaire une vie, la plupart ont décidé de conserver leurs gros salaires.

Physiquement, aussi, Wall Street a changé — pour toujours, sans doute. Des milliers d'employés ont quitté Manhattan pour se reloger dans des bureaux au New Jersey et au Connecticut. « Le sud de Manhattan est loin d'être prêt à revenir à la normale, et n'y reviendra peut-être jamais », dit John Thain, coprésident du groupe Goldman Sachs.

Goldman, l'une des rares banques d'investissement toujours situées au centre-ville, construit présentement une tour de l'autre côté du fleuve Hudson, à Jersey City. Mais M. Thain affirme que sa banque n'a pas l'intention d'évacuer Manhattan entièrement comme ce fut le cas de Lehman Brothers, une autre grande banque d'investissement, au printemps. Lehman a démenagé au nord de Times Square son siège social, situé jusqu'au 11 septembre dans le World Financial Center, en face des tours jumelles.

La plupart des dirigeants de Wall Street ont appris des attentats qu'il était risqué de concentrer tous ses employés et activités au même endroit. À l'avenir, on aura tendance à s'éparpiller, Morgan Stanley a l'intention de déménager hors de New York des milliers d'emplois, et même la Bourse de New York envisage de créer un second parquet à l'extérieur de Manhattan.

Ces mesures pourraient réduire le risque d'une nouvelle fermeture des marchés boursiers, mais elles n'élimineront pas la menace d'une autre attaque, dit M. Purcell, président de Morgan Stanley.

« New York, dit-il, restera la capitale financière du monde. Alors, oui, New York restera une cible. » Comme tous les New-Yorkais, Wall Street devra s'y habituer.

Bref accès de fièvre des cours du pétrole face aux risques d'attentats

Agence France-Presse

LONDRES — Les cours du pétrole ont connu un bref accès de fièvre hier, dépassant les 29 \$ US le baril à Londres et les 30 \$ US à New York, après que la marine américaine eut mis en garde les pétroliers circulant dans le Golfe contre de possibles projets d'attentats du réseau Al-Qaeda.

Cet avertissement intervient à la veille de la date anniversaire des attentats du 11 septembre contre les États-Unis, revendiqués par ce groupe terroriste.

Vers 16 h (heure de Greenwich), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre, référence sur l'International Petroleum Exchange (IPE) de Londres, s'échangeait à 28,81 \$ US, après avoir ouvert à 28,55 \$ US et clôturé à 28,49 \$ US lundi. Il est monté jusqu'à 29,02 \$ US, au plus haut niveau depuis les jours qui ont suivi les attentats du 11 septembre.

À New York, le prix du brut de référence (*light sweet crude*) pour livraison rapprochée en octobre a grimpé jusqu'à 30,20 \$ US pour terminer la journée inchangé à 29,73 \$ US.

« Le marché a réagi par un mouvement de panique à des informations selon lesquelles il pourrait y avoir des attaques contre des pétroliers », menées par Al-Qaeda, a indiqué Kevin Norrish, analyste de Barclays Capital.

La panique a été d'autant plus grande que cette information intervient à la veille du 11 septembre, date à laquelle certains craignent de nouveaux attentats, a expliqué Robert Laughlin, courtier à la corbeille londonienne.

« Si la nouvelle était tombée le 12 ou le 14 septembre, elle aurait eu un impact marginal », a-t-il souligné.

La marine américaine a averti hier que des informations non confirmées indiquaient qu'Al-Qaeda aurait prévu d'attaquer des pétroliers circulant dans le Golfe et autour de la Corne de l'Afrique.

Dans un avis adressé à la marine marchande, le bureau de liaison de la marine à Bahreïn a souligné qu'il n'y avait pas d'indication d'une attaque imminente, mais que la menace devait tout de même être prise au sérieux.

« D'après des informations non confirmées circulant dans le milieu maritime local, le groupe terroriste Al-Qaeda a prévu des attaques contre des pétroliers croisant dans les zones du Golfe et de la Corne de l'Afrique », indique cet avis.

« Les commandants de navires doivent faire extrêmement attention quand ils empruntent des passages stratégiques, tels que le détroit d'Ormuz ou celui de Bab-el-Mandeb (entre la mer Rouge et le golfe d'Aden), ou quand ils naviguent dans des zones traditionnellement dangereuses comme la Corne de l'Afrique et autres plans d'eau isolés », a encore précisé la marine américaine.

La menace a encore renforcé la nervosité sur un marché déjà très tendu par les risques grandissants d'attaque contre l'Irak, pays producteur de pétrole membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Les opérateurs attendent désormais le discours demain du président des États-Unis George W. Bush à l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) dans lequel ce dernier doit exposer la politique que les États-Unis entendent suivre à l'égard de l'Irak, accusé de se doter d'armes de destruction massive.

De son côté, le premier ministre de la Grande-Bretagne Tony Blair s'est prononcé hier en faveur d'une dernière chance à l'ONU pour résoudre le problème irakien, tout en avertissant que l'« action suivrait » contre le régime de Saddam Hussein si la volonté des Nations unies était ignorée.

Sauf information exceptionnelle, le marché pétrolier devrait reprendre un peu son souffle aujourd'hui.

« Je pense que cela sera un jour calme. Personne n'aura vraiment le cœur à passer des transactions », a estimé Robert Laughlin.

Le marché pétrolier de Londres observera deux minutes de silence en souvenir des victimes des attentats de l'an dernier.

Le seul annuaire couvrant toute l'Île de Montréal d'un seul coup !



• **Annoncez-vous dans l'annuaire qui rejoint tous vos clients !** SUPERPAGES^{MD} présente le seul annuaire couvrant toute l'Île de Montréal, d'est en ouest !

• **SUPERPAGES vous offre ce que vous avez demandé :** 77 % des annonceurs préféreraient un seul annuaire couvrant l'ensemble de l'Île de Montréal*.

SUPERPAGES^{MD}
VOTRE ANNUAIRE TELUS

• **Plus de un million d'exemplaires à être distribués** à toutes les entreprises et à toutes les résidences de l'Île de Montréal cet hiver.

• Aussi en ligne à www.superpages.ca



* Ipsos-Reid, mars 2002. Étude sur les annonceurs de Montréal

N'HÉSITEZ-PAS ! Cet annuaire est la solution parfaite aux besoins publicitaires de toutes les entreprises. Pour plus d'information, appelez-nous au (514) 788-2125 ou sans frais au 1 877 788-2125.